

Cornélius Castoriadis (Chaulieu)

Les rapports de production en Russie (1949)

Paru dans *Socialisme ou Barbarie* n° 2 (mai 1949).

Table des matières

I.	PRODUCTION - RÉPARTITION ET PROPRIÉTÉ.....	3
A)	Production et répartition.....	3
B)	Production et propriété.....	5
C)	Les rapports de production.....	10
II.	PROLÉTARIAT ET PRODUCTION	12
A)	La production capitaliste	12
B)	La production socialiste.....	15
III.	PROLÉTARIAT ET BUREAUCRATIE	16
A)	Caractères généraux.....	16
B)	Les limites de l'exploitation	18
C)	La lutte pour la plus-value.....	18
D)	La répartition du revenu national consommable.....	19
E)	Travail simple et travail qualifié.....	21

La question de la nature de classe des rapports économiques et partant sociaux en Russie a une importance politique qu'on ne saurait exagérer. La grande mystification qui règne autour du caractère soi-disant "socialiste" de l'économie russe est un des obstacles principaux à l'émancipation idéologique du prolétariat, émancipation qui est la condition fondamentale de la lutte pour son émancipation sociale. Les militants qui commencent à prendre conscience du caractère contre-révolutionnaire de la politique des partis communistes dans les pays bourgeois sont freinés dans leur évolution politique par leurs illusions sur la Russie; la politique des partis communistes leur paraît orientée vers la défense de la Russie - ce qui est incontestablement vrai - donc comme devant être jugée et en définitive acceptée en fonction des nécessités de cette défense. Pour les plus conscients parmi eux, le procès du stalinisme se ramène constamment à celui de la Russie; et dans leur appréciation de celle-ci, même s'ils acceptent une foule de critiques particulières, ils restent, dans leur grande majorité, obnubilés par l'idée que l'économie russe est quelque chose d'essentiellement différent d'une économie d'exploitation, que même si elle ne représente pas le socialisme, elle est progressive par rapport au capitalisme.

Il est en même temps utile de constater que tout, dans la société actuelle, semble conspirer pour maintenir le prolétariat dans cette grande illusion. Il est instructif de voir les représentants du stalinisme et ceux du capitalisme "occidental", en désaccord sur toutes les questions, capables même d'être en désaccord sur le deux et deux font quatre, se rencontrer avec une unanimité étonnante pour dire que la Russie a réalisé le "socialisme". Evidemment, dans le mécanisme de mystification des uns et des autres, cet axiome joue un rôle différent: pour les staliniens, l'identification de la Russie et du socialisme sert à prouver l'excellence du régime russe, tandis que pour les capitalistes elle démontre le caractère exécrable du socialisme. Pour les staliniens, l'étiquette "socialiste" sert à camoufler et à justifier l'exploitation abominable du prolétariat russe par la bureaucratie, exploitation que les idéologues bourgeois, mus par une philanthropie soudaine, mettent en avant pour discréditer l'idée du socialisme et de la révolution. Mais sans cette identification, la tâche des uns et des autres serait beaucoup plus difficile. Cependant dans cette tâche de mystification, staliniens aussi bien que bourgeois ont été objectivement aidés par les courants et les idéologues marxistes ou soi-disant tels, qui ont défendu et contribué à diffuser la mythologie des "bases socialistes de l'économie russe" (1). Cela s'est fait pendant vingt ans à l'aide d'arguments d'apparence scientifique qui se ramènent essentiellement à deux idées:

a) Ce qui n'est pas "socialiste" dans l'économie russe serait - en tout ou en partie - la répartition des revenus. En revanche, la production, qui est le fondement de l'économie et de la société, est socialiste. Que la répartition ne soit pas socialiste est après tout normal, puisque dans la "phase inférieure du communisme" le droit bourgeois continue à prévaloir.

b) Le caractère socialiste - ou de toute façon "transitoire", comme dirait Trotski - de la production (et partant le caractère socialiste de l'économie et le caractère prolétarien de l'Etat dans son ensemble) s'exprimerait dans la propriété étatique des moyens de production, la planification et le monopole du commerce extérieur.

On ne peut que s'étonner en constatant que tout le bavardage des défenseurs du régime russe se ramène en définitive à des idées aussi superficielles et aussi étrangères au marxisme, au socialisme et à l'analyse scientifique tout court. Séparer radicalement le domaine de la production de la richesse et celui de sa répartition, vouloir critiquer et modifier celle-ci en maintenant intacte celle-là, voilà une imbécillité digne de Proudhon et du sieur Eugène Dühring (2). De même identifier tacitement propriété et production, confondre volontairement la propriété étatique en tant que telle avec le caractère "socialiste" des rapports de production n'est qu'une forme élaborée de crétinisme sociologique (3). Ce phénomène hautement étrange ne s'explique que par la pression sociale énorme exercée par la bureaucratie stalinienne pendant toute cette période et jusqu'à aujourd'hui. La force de ces arguments ne consiste pas dans leur valeur scientifique, qui est nulle, mais dans le fait que derrière eux se trouve le puissant courant social de la bureaucratie stalinienne mondiale. A vrai dire, ces idées méritent à peine une réfutation à part. C'est l'analyse d'ensemble de l'économie bureaucratique qui doit montrer leur caractère profondément faux et leur signification mystificatrice. Si, néanmoins, nous les examinons en elles-mêmes, en guise d'introduction, c'est, d'une part, parce qu'elles ont actuellement pris la force de préjugés qu'il faut déraciner avant de pouvoir utilement aborder le véritable problème, d'autre part, parce que nous avons voulu en profiter pour approfondir certaines notions importantes comme celles de la répartition, de la propriété et de la signification exacte des rapports de production.

¹ Dans cet ordre d'idées, c'est L. Trotski qui a le plus contribué - sans commune mesure avec personne d'autre, à cause de l'immense autorité dont il jouissait auprès des milieux révolutionnaires antistaliniens - à maintenir cette confusion auprès de l'avant-garde ouvrière. Son analyse erronée de la société russe continue à exercer une influence qui est devenue nettement néfaste, dans la mesure où elle est toujours maintenue avec infiniment moins de sérieux et d'apparence scientifique par ses épigones. Notons encore l'influence que certains francs-tireurs du stalinisme, comme M. Bettelheim, - habituellement considéré comme "marxiste", pour la plus grande hilarité des générations futures - exercent par le fait qu'ils habillent leur apologie de la bureaucratie d'un jargon "socialiste".

² En définitive pour les réformistes du régime bureaucratique il s'agit tout bonnement d'en conserver le "bon côté" (les rapports de production "à base socialiste") et d'en éliminer "le mauvais" (la répartition inégale, le "parasitisme" bureaucratique). (Cf. K. Marx, *Misère de la philosophie*, Paris, Ed. Sociales, p. 120 et suiv.) Voici comment Engels jugeait des tentatives analogues de feu Dühring: "... richesse de production, bon côté: ... richesse de répartition... mauvais côté, au diable. Appliqué aux conditions actuelles, cela donne: le mode capitaliste de production est très bien et peut rester, mais le mode de répartition capitaliste ne vaut rien et il faut l'abolir. Voilà à quelle ineptie on est conduit lorsqu'on fait de l'économie sans avoir seulement compris l'enchaînement entre production et répartition". (F. Engels, *Anti-Dühring*, M. E. Dühring bouleverse la science, Paris, Ed. Sociales, 1963, p. 219).

³ "A la question de savoir ce qu'était cette propriété, on ne pouvait répondre que par une analyse critique de *l'économie politique*, embrassant l'ensemble de ces rapports de propriété, non pas dans leur expression juridique de rapports de volonté, mais dans la forme réelle, c'est-à-dire de rapports de production... Proudhon intègre l'ensemble de ces rapports économiques à la notion juridique de la propriété..." (K. Marx, Lettre à J.B. Schweitzer, 24 janv. 1865, dans *Misère de la philosophie*, l.c., p. 185.) Souligné par nous.

I. PRODUCTION - RÉPARTITION ET PROPRIÉTÉ

A) Production et répartition

Aussi bien sous leur forme vulgaire (" il y a en Russie des abus et des privilèges, mais dans l'ensemble c'est le socialisme ") que sous leur forme " scientifique " ⁽⁴⁾, les arguments tendant à séparer et à opposer les rapports de production et les rapports de répartition ne font que revenir en deçà même de l'économie bourgeoise classique.

Le processus économique forme une unité, dont on ne peut séparer artificiellement les phases, ni dans la réalité, ni dans la théorie. Production, répartition, échange et consommation sont des parties intégrantes et inséparables d'un processus unique, des moments qui s'impliquent mutuellement, de la production et de la reproduction du capital. Ainsi, si la production, au sens strict du terme, est le centre du processus économique, il ne faut pas oublier que, dans la production capitaliste, l'échange est partie intégrante du rapport productif - d'une part, parce que ce rapport est tout d'abord achat et vente de la force de travail, et parce qu'il implique l'achat par le capitaliste des moyens de production nécessaires, d'autre part, parce que les lois de la production capitaliste s'affirment comme lois coercitives à travers le marché, la concurrence, la circulation - en un mot l'échange ⁽⁵⁾. Ainsi la consommation elle-même est soit partie intégrante de la production (consommation productive), soit dans le cas de la consommation dite improductive, condition préalable de toute production, l'inverse étant également vrai ⁽⁶⁾. Ainsi, enfin, la répartition n'est que le revers du processus productif, un de ses côtés subjectifs et de toute façon résultante directe de celle-ci.

Ici une explication plus longue est indispensable. " Répartition ", ou " distribution ", a deux significations. Dans le sens courant, la répartition est la répartition du produit social. C'est de celle-ci que Marx dit que ses formes sont des moments de la production elle-même. " Si le travail n'était pas défini comme travail salarié, le mode suivant lequel il participe à la répartition des produits n'apparaîtrait pas sous la forme de salaire : c'est le cas par exemple dans l'esclavage... Les rapports et les modes de distribution apparaissent donc simplement comme l'envers des agents de production. Un individu qui participe à la production sous la forme du travail salarié participe sous la forme du salaire à la répartition des produits, résultats de la production. La structure de la distribution est entièrement déterminée par la structure de la production. La distribution est elle-même un produit de la production non seulement en ce qui concerne l'objet, le résultat de la production seul pouvant être distribué, mais aussi en ce qui concerne la forme, le mode précis de participation à la production déterminant les formes particulières de la distribution, c'est-à-dire déterminant sous quelle forme le producteur participera à la distribution... "

...Des économistes comme Ricardo, auxquels on a le plus reproché de n'avoir en vue que la production, ont par suite défini la distribution comme l'objet exclusif de l'économie politique, parce qu'instinctivement ils voyaient dans les formes de distribution l'expression la plus nette des rapports fixes des agents de production dans une société donnée. " ⁽⁷⁾.

La répartition a encore un autre sens ; c'est la distribution des conditions de la production.

" Dans sa conception la plus banale, la distribution apparaît comme distribution des produits, et ainsi comme plus éloignée de la production et pour ainsi dire indépendante de celle-ci. Mais, avant d'être distribution des produits, elle est : 1°) distribution des instruments de production, et 2°) ce qui est une autre détermination du même rapport, distribution des membres de la société entre les différents genres de production. (Subordination des individus à des rapports de production déterminés.) La distribution des produits n'est manifestement que le résultat de cette distribution, qui est incluse dans le procès de production lui-même et détermine la structure de la production. Considérer la production sans tenir compte de cette distribution, qui est incluse en elle, c'est manifestement abstraction vide, alors qu'au contraire la distribution des produits est impliquée par cette distribution, qui constitue à l'origine un facteur même de la production. Ricardo, à qui il importait de concevoir la production moderne dans sa structure sociale déterminée et qui est l'économiste de la production par *excellence*, affirme pour cette raison *que ce n'est pas la production, mais la distribution qui constitue le sujet véritable de l'économie politique moderne*. D'où l'absurdité des économistes qui traitent de la production comme d'une vérité éternelle, tandis qu'ils relèguent l'histoire dans le domaine de la distribution.

La question de savoir quel rapport s'établit entre la distribution et la production qu'elle détermine relève manifestement de la production même. Si l'on prétendait qu'alors, du fait que la production a nécessairement son point de départ dans une certaine distribution des instruments de production, la distribution, au moins dans ce sens, précède la production, en constitue la condition préalable, on pourrait répondre à cela que la production a effectivement ses propres conditions et prémisses, qui en constituent des facteurs. Ces derniers peuvent apparaître tout au début comme des données naturelles. Le procès même de la production transforme ces données naturelles en données historiques et, s'ils apparaissent pour une période comme des prémisses naturelles de la production, ils en ont été pour une autre période le résultat historique. Dans le cadre même de la production, ils sont constamment modifiés. Par exemple, le machinisme a modifié aussi bien la distribution des instruments de production que

⁴ Trotski, *La Révolution trahie*, Ch. IX. Les références à cet ouvrage dans la suite de ce texte se rapportent à l'édition 10/18, Paris 1969.

⁵ " Premièrement, il est évident que l'échange d'activités et de capacités qui s'effectue dans la production elle-même en fait directement partie et en est un élément essentiel. Deuxièmement, cela est vrai de l'échange des produits pour autant que cet échange est l'instrument qui sert à fournir le produit achevé destiné à la consommation immédiate. Dans cette mesure, l'échange lui-même est un acte inclus dans la production. Troisièmement, l'échange (*exchange*) entre marchands (*dealers*) est, de par son organisation, à la fois déterminé entièrement par la production et lui-même activité productive... Dans tous ces moments, l'échange apparaît donc comme directement compris dans la production, ou déterminé par elle. " (K. Marx, " Introduction à la critique de l'économie politique ", in *Contribution à la critique de l'économie politique*, Paris, Ed. Sociales, 1957, p. 163).

⁶ K. Marx, *ib.*, p. 155.159.

⁷ K. Marx, Introduction in *Contribution à la critique de l'économie politique*, p. 160. (Cf. aussi *Le Capital*, L. III, Section 7, ch. LI, p. 252-258, Paris, Ed. Sociales, 1950-1960)

celle des produits. La grande propriété foncière moderne elle-même est le résultat aussi bien du commerce moderne et de l'industrie moderne que de l'application de cette dernière à l'agriculture." ⁽⁸⁾.

Cependant, ces deux significations de la répartition sont intimement liées l'une à l'autre et évidemment aussi au mode de production. La répartition capitaliste du produit social, découlant du mode de production, ne fait qu'affermir, amplifier et développer le mode capitaliste de répartition des conditions de la production. C'est la répartition du produit net en salaire et plus-value qui forme la base de l'accumulation capitaliste, qui reproduit constamment à une échelle supérieure et plus ample la distribution capitaliste des conditions de la production et ce mode de production lui-même. On ne saurait, à la fois, résumer et généraliser cette liaison mieux que Marx :

" Le résultat auquel nous arrivons n'est pas que la production, la distribution, l'échange, la consommation sont identiques, mais qu'ils sont tous des éléments d'une totalité, des différenciations à l'intérieur d'une unité. La production déborde aussi bien son propre cadre dans sa détermination antithétique d'elle-même que les autres moments. C'est à partir d'elle que recommence sans cesse le procès. Il va de soi qu'échange et consommation ne peuvent être ce qui l'emporte. Il en est de même de la distribution en tant que distribution des produits. Mais, en tant que distribution des agents de production, elle est elle-même un moment de la production. Une production déterminée détermine donc une consommation, une distribution, un échange déterminés, elle règle également les *rapports réciproques déterminés de ces différents moments*. A vrai dire, la production, elle aussi, sous sa *forme exclusive*, est, de son côté, déterminée par les autres facteurs. Par exemple quand le marché, c'est-à-dire la sphère de l'échange, s'étend, le volume de la production s'accroît et il s'opère en elle une division plus profonde. Une transformation de la distribution entraîne une transformation de la production ; c'est le cas, par exemple, quand il y a concentration du capital, ou répartition différente de la population à la ville et à la campagne, etc. Enfin les besoins inhérents à la consommation déterminent la production. Il y a action réciproque entre les différents moments. C'est le cas pour n'importe quelle totalité organique." ⁽⁹⁾.

Lorsque, par conséquent, Trotski - pour ne rien dire de ses épigones - parle du caractère " bourgeois " de la répartition du produit social, en Russie, en l'opposant au caractère " socialiste " des rapports productifs ou de la propriété étatique (!), il n'y a là qu'une douce plaisanterie : le mode de répartition du produit social est inséparable du mode de production. Comme le dit Marx, il n'en est que le revers : " L'organisation de la distribution est entièrement déterminée par l'organisation de la production. " S'il est vrai " qu'un individu, qui participe à la production sous la forme du travail salarié, participe sous la forme du salaire aux produits, aux résultats de la production " il ne peut qu'être vrai aussi inversement qu'un individu qui participe sous la forme de salaire aux produits, *participe à la production sous la forme du travail salarié*. Et le travail salarié implique le capital ⁽¹⁰⁾. Imaginer qu'un mode de répartition bourgeois peut se greffer sur des rapports de production socialistes n'est pas moins absurde que d'imaginer un mode de répartition féodal se greffant sur des rapports de production bourgeois (non pas à côté, mais *sur* ces rapports et *résulter* de ces rapports). Comme cet exemple le montre, il ne s'agit même pas ici d'une " erreur " : il s'agit d'une notion absurde, aussi dénuée de sens scientifique qu' " avion hippomobile " , par exemple, ou " théorème mammifère " .

Ni la répartition des conditions de la production, ni le mode de production ne peuvent être en contradiction avec la répartition du produit social. Si cette dernière a un caractère opposé aux premières, qui en sont les conditions, elle éclatera immédiatement - de même qu'éclaterait immédiatement et infailliblement toute tentative d'instaurer une répartition " socialiste " sur la base des rapports de production capitalistes.

Si donc, les rapports de répartition en Russie ne sont pas socialistes, les rapports de production ne peuvent pas l'être non plus. Ceci précisément parce que la répartition n'est pas autonome, mais subordonnée à la production. Les épigones de Trotski, dans leurs efforts désespérés pour masquer l'absurdité de leur position, ont souvent déformé cette idée de la manière suivante : vouloir tirer des conclusions sur le régime russe d'après les rapports de répartition signifie remplacer l'analyse du mode de production par l'analyse du mode de répartition. Ce lamentable sophisme vaut autant que cet autre : regarder sa montre pour voir s'il est midi signifie croire que ce sont les aiguilles de la montre qui font monter le soleil au zénith. Il est facile de comprendre que, précisément, parce que les rapports de répartition sont déterminés sans ambiguïté par les rapports de production, l'on peut définir sans erreur les rapports de production d'une société si l'on connaît la répartition qui y prédomine. De même que l'on peut sans erreur suivre la marche d'un navire même si l'on n'aperçoit que les mâts, de même l'on peut déduire la structure fondamentale (supposée inconnue) d'un régime d'après le mode de répartition du produit social.

Mais ici l'on entend parler très souvent du " droit bourgeois qui doit subsister dans la phase inférieure du communisme " en ce qui concerne la répartition. Cette question sera traitée plus loin dans l'extension nécessaire. Disons cependant tout de suite que personne avant Trotski n'avait imaginé que l'expression " droit bourgeois " , employée par Marx métaphoriquement, pouvait signifier la répartition du produit social selon les lois économiques du capitalisme. Par la " survivance du droit bourgeois " , Marx et les marxistes ont toujours entendu la survivance transitoire d'une inégalité, non point le maintien et l'approfondissement de *l'exploitation* du travail.

A ces sophismes sur la répartition se lie une autre idée de Trotski ⁽¹¹⁾ selon laquelle la bureaucratie russe n'a pas sa racine dans les rapports de production, mais uniquement dans la répartition. Quoique cette idée sera discutée à fond plus tard, lorsque nous traiterons de la nature de classe de la bureaucratie, il est nécessaire d'en dire quelques mots dès maintenant, à cause de son lien avec la discussion précédente. Cette idée pourrait ne pas être absurde dans la mesure où l'on attribuerait à la bureaucratie russe la même signification (ou plutôt la même insignifiance) économique qu'à la bureaucratie des Etats

⁸ K. Marx, " *Introduction...* ", l.c., pp. 161-162.

⁹ K. Marx, " *Introduction...* ", l.c., pp. 163-164.

¹⁰ K. Marx, *Le Capital*, L. II, S. 1, ch. I, pp. 31-38; S. 3, ch. XIX, pp. 3242 ; L. III, S. 7, ch. XLVIII, pp. 830 et suiv. ; F. Engels, *Anti-Dühring*, pp. 309-311.

¹¹ L. Trotski, *In Defense of Marxism*, (1942) ; nouvelle édition Merit, New York, 1965, p. 6.

bourgeois de l'époque libérale, au milieu du XIX^e siècle. On avait là, alors, un corps qui jouait un rôle restreint dans la vie économique, qu'on pouvait qualifier de " parasitaire " au même titre que les prostituées et le clergé ; corps dont les revenus étaient constitués par des prélèvements sur les revenus des classes ayant des racines dans la production - bourgeoisie, propriétaires fonciers ou prolétariat ; corps qui n'avait rien à voir avec la production. Mais il est évident qu'une telle conception n'est même plus juste en ce qui concerne la bureaucratie capitaliste actuelle, l'Etat étant devenu depuis des décennies un instrument vital de l'économie de classe et jouant un rôle indispensable dans la coordination de la production. La bureaucratie actuelle du ministère de l'Economie nationale en France, si elle est parasitaire, l'est au même titre et dans le même sens que celle de la Banque de France, de la S.N.C.F. ou de la direction d'un trust : c'est-à-dire qu'elle est indispensable dans le cadre des rapports économiques du capitalisme actuel. Il est évident que la tentative d'assimiler la bureaucratie russe, qui dirige la production russe de A à Z, aux très honorables fonctionnaires de l'ère victorienne, de tout point de vue mais surtout du point de vue du rôle économique, ne peut que provoquer le rire. Trotski réfute lui-même ce qu'il dit par ailleurs, lorsqu'il écrit que " la bureaucratie est devenue une force incontrôlée dominant les masses " ⁽¹²⁾, qu'elle est " maîtresse de la société " ⁽¹³⁾, que " le fait même qu'elle s'est approprié le pouvoir dans un pays où les moyens de production les plus importants appartiennent à l'Etat, crée entre elle et les richesses de la nation des rapports entièrement nouveaux. Les moyens de production appartiennent à l'Etat. L'Etat "appartient", en quelque sorte, à la bureaucratie... " ⁽¹⁴⁾.

Comment, d'ailleurs, un groupe pourrait-il jouer un rôle dominant dans la répartition du produit social, décider en maître absolu de la répartition du produit net en partie accumulable et partie consommable, régler la division de celle-ci en salaire ouvrier et revenu bureaucratique, s'il ne domine pas dans toute son étendue la production elle-même ? Répartir le produit entre une fraction accumulable et une fraction consommable signifie avant tout orienter telle partie de la production vers la production de moyens de production et telle autre vers la production d'objets de consommation ; diviser le revenu consommable en salaire ouvrier et revenu bureaucratique signifie orienter une partie de la production d'objets de consommation vers la production d'objets de large consommation et une autre partie vers la production d'objets de qualité et de luxe. L'idée que l'on puisse dominer la répartition sans dominer la production est de l'enfantillage. Et comment dominerait-on la production si on ne dominait pas les conditions de la production, tant matérielles que personnelles, si on ne disposait pas du capital et du travail, des biens de production et du fonds de consommation de la société ?

B) Production et propriété

Dans la littérature " marxiste ", concernant la Russie, on rencontre une double confusion : sur le plan général, les formes de la propriété sont identifiées aux rapports de production ; sur le plan particulier, la propriété étatique ou " nationalisée " est considérée comme conférant automatiquement un caractère " socialiste " à la production. Il est nécessaire d'analyser brièvement ces deux aspects de la question.

- a) Déjà chez Marx la distinction évidente entre les " formes de la propriété " et les rapports de production est clairement établie. Voilà comment celui-ci s'exprimait à ce sujet dans sa préface célèbre à la *Critique de l'économie politique* : " Dans la production sociale de leur existence, les hommes entrent en des rapports déterminés, nécessaires, indépendants de leur volonté... L'ensemble de ces rapports de production constitue la *structure économique de la société, la base concrète* sur laquelle s'élève une *superstructure juridique et politique*... A un certain stade de leur développement, les forces productives matérielles de la société entrent en contradiction avec les rapports de production existants, ou, *ce qui n'en est que l'expression juridique*, avec les rapports de propriété au sein desquels elles s'étaient mues jusqu'alors... Il faut toujours distinguer entre le bouleversement matériel - qu'on peut constater d'une manière scientifiquement rigoureuse - des conditions d', production économiques et les formes juridiques, politiques, religieuses, artistiques ou philosophiques, bref, les formes *idéologiques*... " ⁽¹⁵⁾ "

La leçon de ce texte est claire. Les rapports de production sont des rapports sociaux concrets, des rapports d'homme à homme et de classe à classe, tels qu'ils se réalisent dans la production et la reproduction constante, quotidienne de la vie matérielle. Tel est le rapport entre maître et esclave, entre seigneur et serf. Tel est aussi le rapport entre patron et ouvrier, tel qu'il se façonne au cours de la production capitaliste, dont la forme empirique immédiate est l'échange de la force de travail de l'ouvrier contre le salaire donné par le capitaliste, basé sur la présupposition de la possession du capital (aussi bien sous la forme matérielle que sous la forme argent) par le patron et celle de la force de travail par l'ouvrier. A ce rapport de production, le droit donne dans une société " civilisée " une expression abstraite, une forme juridique. Dans notre exemple concernant la société capitaliste cette forme juridique est d'une part, pour les présuppositions du rapport productif, la propriété des moyens de production et de l'argent accordée au capitaliste et la libre disposition de sa force de travail accordée à l'ouvrier (c'est-à-dire l'abolition de l'esclavage et du servage), d'autre part, pour le rapport en question lui-même le contrat de location de travail. Propriété du capital, libre disposition de sa propre force de travail par l'ouvrier et contrat de location de travail sont la forme juridique des rapports économiques du capitalisme.

Cette expression juridique couvre non seulement les rapports de production au sens strict de ce terme mais l'ensemble de l'activité économique. Production, répartition, échange, disposition des conditions de la production, appropriation du produit et même consommation se trouvent placés sous la forme de la propriété et du droit contractuel bourgeois. Nous avons donc, d'une part, la réalité économique, les rapports de production, la répartition, l'échange, etc., et d'autre part la forme juridique qui exprime abstraitement cette réalité. La production est à la propriété comme l'économie est au droit, comme la base réelle

¹² *La Révolution trahie*, p. 55.

¹³ *Ib.*, p. 116.

¹⁴ *Ib.*, p. 251.

¹⁵ K. Marx, *Contribution à la critique de l'économie politique*, p. 4. (Souligné par nous.)

à la superstructure, comme la réalité est à l'idéologie. Les formes de la propriété appartiennent à la superstructure juridique, comme le dit Marx dans le texte cité plus haut, aux "formes idéologiques".

- b) Mais quelle est exactement la fonction de cette expression juridique ? Peut-on supposer que nous avons là un miroir fidèle des réalités économiques ? Seul un vulgaire libéral, comme dirait Lénine - et comme il l'a dit réellement dans un cas fort analogue ⁽¹⁶⁾ - ou un mécaniste sans espoir pourrait admettre cette identité. Il nous est impossible d'entrer ici dans l'analyse des rapports entre la base économique et la superstructure juridique, politique, idéologique en général d'une société. Mais en ce qui concerne le droit lui-même, quelques explications sont indispensables. Marx et Engels avaient pleinement conscience de la distorsion que subit la réalité économique par son expression juridique. Dans son appréciation de Proudhon, Marx insistait sur le fait que la réponse à la question : " Qu'est-ce que la propriété ? " est impossible sans une analyse de l'ensemble des rapports économiques réels de la société bourgeoise ⁽¹⁷⁾. Voilà, d'autre part, comment Engels s'exprimait à ce sujet : " Dans un Etat moderne, non seulement, il faut que le droit corresponde à la situation économique générale, et soit son expression, mais qu'il soit aussi une *expression systématique*, qui ne se frappe pas elle-même au visage du fait de ses contradictions internes. Et le prix de la réussite, c'est que *la fidélité du reflet des rapports économiques s'évanouit de plus en plus* " ⁽¹⁸⁾.

Mais la raison que donne Engels pour expliquer le désaccord de plus en plus criant entre la réalité économique et les formes juridiques, pour valable qu'elle soit, n'est ni la seule, ni la plus importante. Le fond de la question est à chercher dans ce que l'on peut appeler la double fonction du droit et de toute superstructure. Le droit, comme toute forme idéologique dans une société d'exploitation, joue à la fois le rôle de forme adéquate de la réalité et de forme mystifiée de celle-ci. Forme adéquate de la réalité pour la classe dominante, dont il exprime les intérêts historiques et sociaux, il n'est qu'un instrument de mystification pour le reste de la société. Il est important de remarquer que l'épanouissement de ces deux fonctions du droit est le fruit de tout un développement historique. On peut dire que, primitivement, la fonction essentielle du droit est d'exprimer la réalité économique, ce qui se fait dans les premières sociétés civilisées avec une franchise brutale. Les Romains ne se gênent pas pour déclarer par la bouche de leurs juristes que leurs esclaves sont pour eux des " choses " et non pas des personnes. Mais plus le développement de l'économie et de la civilisation fait entrer l'ensemble de la société dans la vie sociale active, plus la fonction essentielle du droit devient non pas de refléter, mais précisément de masquer la réalité économique et sociale. Rappelons-nous l'hypocrisie des constitutions bourgeoises, comparée à la sincérité de Louis XIV proclamant : " L'Etat, c'est moi. " Rappelons-nous également la forme ouverte qu'a le surtravail dans l'économie féodale, où le temps de travail que le serf consacre à lui-même et celui qu'il donne au seigneur sont matériellement distincts, et la forme voilée du surtravail dans la production capitaliste. L'histoire contemporaine offre tous les jours des exemples non seulement de la réalité, mais de l'efficacité de ce camouflage : mais ce sont surtout le stalinisme et le nazisme qui sont passés maîtres dans l'art de la mystification des masses aussi bien pour les slogans propagandistes que par les formules juridiques ⁽¹⁹⁾.

Le cas où l'on peut le plus facilement déceler cette double fonction du droit est le domaine du droit politique, spécialement du droit constitutionnel. On sait que toutes les constitutions bourgeoises modernes sont basées sur la " souveraineté du peuple ", l' " égalité civique ", etc. Marx aussi bien que Lénine ont trop souvent et trop complètement montré ce que cela signifie pour que l'on ait à y revenir ici ⁽²⁰⁾.

Cependant, un point que les " marxistes " actuels oublient trop facilement c'est que l'analyse de l'économie capitaliste par Marx se base sur un dévoiement analogue du caractère mystificateur du droit civil bourgeois. Marx n'aurait jamais pu atteindre la matière économique du capitalisme s'il n'avait pas percé les formes du code bourgeois. Ni le " capital ", ni le " prolétaire " n'ont de signification ou d'existence pour le juriste bourgeois ; il n'y a pas un seul individu dans la société capitaliste dont on puisse juridiquement dire qu'il ne possède que sa force de travail, et Marx ne fait pas simplement de l'ironie lorsqu'il remarque qu'en donnant à l'ouvrier simplement le prix de sa force de travail et en s'appropriant l'ensemble du produit du travail, dont la valeur excède de loin la valeur de la force de travail elle-même, le capitaliste donne à l'ouvrier ce qui lui est dû et ne le vole pas d'un centime ⁽²¹⁾. Il est certain que pour celui qui se bornerait à considérer les formes de la propriété bourgeoise, l'exploitation dans la société capitaliste resterait inconnue.

- c) On peut ramener toutes ces constatations à l'idée énoncée déjà plus haut, selon laquelle le droit est l'expression abstraite de la réalité sociale. Il en est l'expression - ce qui signifie que, même sous les formes les plus mystificatrices, il garde un lien avec la réalité, au moins dans le sens qu'il doit rendre possible le fonctionnement social dans les intérêts de la classe dominante. Mais, en tant qu'expression abstraite il est inéluctablement une expression fautive, car sur le plan social toute abstraction qui n'est pas connue en tant qu'abstraction est une mystification ⁽²²⁾.

Le marxisme a été, à juste titre, considéré comme le démodé des abstractions dans le domaine des sciences sociales. Dans ce sens sa critique des mystifications juridiques et économiques a toujours été particulièrement violente. Il n'en devient que plus étonnant que la tendance représentée par Trotski ait défendu, de longues années durant, une forme particulièrement poussée de juridisme abstrait dans l'analyse de l'économie russe. Ce recul des modèles d'analyse économique concrète offerte par Marx vers un formalisme fasciné par la " propriété étatique " a objectivement aidé le travail mystificateur de la

¹⁶ *La Révolution prolétarienne et le renégat Kautsky.*

¹⁷ Misère de la philosophie, p. 185 et suiv.

¹⁸ Engels, *Lettre à C. Schmidt*, du 27 oct. 1890, in K. Marx, F. Engels, *Etudes philosophiques*, Paris, Ed. Sociales, 1961, p. 158. (Souligné par nous.)

¹⁹ Déjà Trotski remarquait que le régime hitlérien n'avait rien changé formellement à la constitution de Weimar et que "juridiquement" Hitler pouvait être renversé à tout moment par un vote du Reichstag. *La Révolution trahie*, p. 271.

²⁰ Voir *L'Etat et la Révolution, La Révolution prolétarienne et le renégat Kautsky*, etc.

²¹ *Le Capital*, L. L, S. 2, ch. VI, p. 175.

²² Cf. K. Marx, *Critique du programme de Gotha*, Ed. Sociales, 1950, pp. 24-25.

bureaucratie stalinienne et ne fait qu'exprimer sur le plan théorique la crise réelle dont le mouvement révolutionnaire n'est pas encore sorti.

d) Il nous faut maintenant concrétiser ces pensées dans le cas de l'étatisation totale de la production.

Marx disait déjà que de même qu'on ne juge pas un homme d'après ce qu'il pense de lui-même, de même on ne juge pas une société d'après ce qu'elle dit d'elle-même dans sa constitution et ses lois. Mais on peut pousser cette comparaison encore plus loin. De même que, une fois que l'on connaît un homme, l'idée qu'il a de lui-même est un élément essentiel de sa psychologie qu'il faut analyser et lier au reste pour avancer dans la connaissance que l'on a de lui, de même, une fois que l'on a analysé l'état réel d'une société, l'image que cette société se donne d'elle-même dans son droit, etc., devient un élément important pour une connaissance plus poussée. Dans un langage plus précis, si nous avons dit que le droit est à la fois une forme adéquate et une forme mystifiée de la réalité économique, il nous faudra l'examiner dans le cas russe dans ces deux fonctions, et voir comment la propriété étatique universelle sert à la fois de masque des rapports de production réels et de cadre commode pour le fonctionnement de ces rapports. Cette analyse sera reprise plusieurs fois plus loin, et à vrai dire ce n'est que l'ensemble de cet ouvrage qui donne une réponse à cette question. Mais quelques jalons essentiels doivent être posés dès maintenant.

Jusqu'à 1930, personne, dans le mouvement marxiste, n'avait jamais considéré que la propriété étatique formait en tant que telle une base pour des rapports de production socialistes ou même tendant à devenir tels. Personne n'avait jamais pensé que la " nationalisation " des moyens de production était équivalente à l'abolition de l'exploitation. Au contraire, l'accent avait été toujours mis sur le fait que " ni la transformation en sociétés par actions ni la transformation en propriété d'Etat ne supprime la qualité de capital des forces productives... L'Etat moderne, quelle qu'en soit la forme, est une machine essentiellement capitaliste : l'Etat des capitalistes, le capitaliste collectif en idée " (²³). On peut compter par douzaines les textes où Lénine explique que le capitalisme des monopoles s'est déjà transformé pendant la guerre de 1914-1918 en capitalisme d'Etat (²⁴). Si l'on peut reprocher quelque chose à ces formulations de Lénine, ce serait plutôt leur surestimation de la rapidité du processus de concentration des moyens de production entre les mains de l'Etat. Pour Trotski, en 1936, le capitalisme d'Etat était une tendance idéale qui ne pouvait jamais se réaliser dans la société capitaliste (²⁵). Pour Lénine, en 1916, c'était déjà la réalité capitaliste de son époque (²⁶). Lénine se trompait certainement en ce qui concerne son époque, mais ces citations suffisent à mettre fin aux stupides racontars des épigones de Trotski selon lesquels la possibilité d'une étatisation de la production en dehors du socialisme est une hérésie du point de vue marxiste. De toute façon, cette hérésie fut canonisée par le Premier Congrès de l'Internationale Communiste, qui proclamait dans son Manifeste : " L'étatisation de la vie économique... est un fait accompli. Revenir, non point à la libre concurrence, mais seulement à la domination des trusts, syndicats et autres pieuvres capitalistes est désormais impossible. La question est uniquement de savoir quel sera désormais celui qui prendra la production étatisée : l'Etat impérialiste ou l'Etat du prolétariat victorieux " (²⁷).

Mais ce qui jette une lumière définitive sur la question ce sont les comparaisons qu'établissait Lénine, de 1917 à 1921, entre l'Allemagne, pays du capitalisme d'Etat selon lui, et la Russie soviétique, qui avait étatisé les principaux moyens de production. Voilà une citation caractéristique :

" Pour élucider la question encore plus, prenons l'exemple le plus concret de capitalisme d'Etat. Tout le monde sait quel est cet exemple. C'est l'Allemagne. Nous avons ici " le dernier mot " de la technique moderne à grande échelle et d'organisation planifiée *capitaliste* subordonnées à *l'impérialisme junker bourgeois*. Enlevez les mots soulignés et à la place de *l'Etat* militariste, de l'Etat junker bourgeois impérialiste mettez un *Etat* d'un type social différent : un Etat *soviétique*, c'est-à-dire prolétarien, et vous aurez la *somme totale* des conditions nécessaires pour le socialisme...

" En même temps le socialisme est inconcevable si le prolétariat ne dirige pas l'Etat. Ceci aussi est de l'A B C. Et l'histoire a eu un tel développement original qu'elle a produit en 1918 les deux moitiés du socialisme existant côte à côte comme deux poussins futurs dans l'unique coquille de l'impérialisme international. En 1918 l'Allemagne et la Russie étaient l'incarnation de la réalisation matérielle la plus frappante des conditions économiques, productives, sociales, pour le socialisme d'une part, et des conditions politiques d'autre part. " (Lénine, *Selected Works*, vol. VII, p. 365.) Cette même comparaison le lecteur français peut la trouver dans *La Catastrophe imminente et les moyens de la conjurer* (édition de " La Vérité ", 1946, p. 2 et suiv.).

Il devient évident à la lecture de ces textes, sur lesquels la tendance trotskiste garde un curieux silence, que pour Lénine :

Non seulement la " forme de la propriété étatique ", mais l'étatisation au sens le plus profond de ce terme, c'est-à-dire l'unification complète de l'économie et sa gestion par un cadre unique (" planification ") ne résolvaient nullement la question du contenu de classe de cette économie, ni par conséquent de l'abolition de l'exploitation. Pour Lénine non seulement l'étatisation en tant que telle n'est pas forcément " socialiste " mais *l'étatisation non socialiste représente la forme la plus lourde et la plus achevée de l'exploitation dans l'intérêt de la classe dominante*.

Ce qui confère un contenu socialiste à la propriété étatique (ou nationalisée), d'après Lénine, c'est le caractère du pouvoir politique. L'étatisation plus le pouvoir des soviets, pour Lénine, donnait la base du socialisme. L'étatisation sans ce pouvoir était la forme la plus achevée de la domination capitaliste.

²³ F. Engels, *Anti-Dühring*, p. 318.

⁰ Lénine, *Coll. Works*, vol. XX-1, n. 302.

²⁵ *La Révolution trahie*, p. 248-250

²⁶ Lénine, *ib.*, p. 88. V. aussi vol. XX-1, pp. 182, 316. [V. aussi Œuvres choisies, T. 2, p. 831 ; T. 3, pp. 815 et 805].

²⁷ *Thèses, Manifestes et Résolutions adoptées par les I^o, II^o, III^o et IV^o Congrès de l'Internationale Communiste*, Paris, 1934, p. 31.

Une explication sur ce dernier point est nécessaire. La conception de Lénine faisant dépendre le caractère de la propriété étatisée du caractère du pouvoir politique est vraie mais doit aujourd'hui, après l'expérience de la révolution russe, être considérée comme partielle et insuffisante. Le caractère du pouvoir politique est un indice infaillible du véritable contenu de la propriété "nationalisée", mais il n'en est pas le vrai fondement. Ce qui confère un caractère socialiste ou non à la propriété "nationalisée" est la structure des *rapports de production*. C'est de ceux-ci que découle, après la révolution, le caractère du pouvoir politique lui-même, qui n'est pas le seul, ni même le dernier facteur déterminant. Ce n'est que si la révolution amène une transformation radicale des rapports de production dans l'usine (c'est-à-dire si elle peut réaliser la *gestion ouvrière*) qu'elle pourra à la fois conférer un contenu socialiste à la propriété nationalisée et créer une base économique *objective et subjective* pour un pouvoir prolétarien. Le pouvoir soviétique, en tant que pouvoir de la classe ouvrière, ne se nourrit pas de lui-même; de lui-même il tend plutôt à dégénérer, comme tout pouvoir étatique. Il ne peut se nourrir et se consolider dans un sens socialiste qu'à partir de la modification fondamentale des rapports de production, c'est-à-dire de l'accession de la masse des producteurs à la direction de l'économie. C'est précisément ce qui n'a pas eu lieu en Russie⁽²⁸⁾. Le pouvoir des soviets fut progressivement atrophié, parce que sa racine, la gestion ouvrière de la production, n'existait pas. L'Etat soviétique a ainsi rapidement perdu son caractère prolétarien. L'économie et l'Etat tombant ainsi sous la domination absolue de la bureaucratie, la propriété étatique devenait simplement la forme la plus commode du pouvoir universel de celle-ci.

Cela dit, retenons simplement le fait que jusqu'à 1930, les marxistes étaient unanimes à considérer que la nationalisation de la production ne signifiait rien par elle-même, et qu'elle recevait son véritable contenu du caractère du pouvoir politique. A cette époque, seuls les staliniens avaient une position différente. C'était Trotski qui se chargeait de leur répondre, en écrivant : " ... Le caractère socialiste de l'industrie est déterminé et assuré dans une mesure décisive par le rôle du parti, la cohésion interne volontaire de l'avant-garde prolétarienne, et la discipline consciente des administrateurs, fonctionnaires syndicaux, membres des cellules d'usine, etc. Si nous admettons que ce tissu est en train de s'affaiblir, de se désintégrer et de se déchirer, alors il devient absolument évident que dans une brève période il ne restera plus rien du caractère socialiste de l'industrie étatique, des transports, etc. ⁽²⁹⁾ "

Ceci fut écrit en juillet 1928. Quelques mois plus tard. Trotski écrivait encore : " Le noyau prolétarien du parti, aidé par la classe ouvrière, est-il capable de triompher de l'autocratie de l'appareil du parti qui est en train de fusionner avec l'appareil de l'Etat ? Celui qui répond d'avance qu'il en est incapable, parle non seulement de nécessité d'un nouveau parti sur des nouveaux fondements, mais aussi de la nécessité d'une deuxième et nouvelle révolution prolétarienne ⁽³⁰⁾. " Comme on sait, à cette époque Trotski excluait non seulement l'idée d'une révolution en Russie - croyant qu'une simple " réforme " du régime suffirait pour écarter la bureaucratie du pouvoir - mais était résolument contre l'idée d'un nouveau parti et se fixait comme objectif le redressement du P.C. russe ⁽³¹⁾.

Enfin, encore en 1931, Trotski donnait les traits politiques du pouvoir comme déterminant le caractère ouvrier de l'Etat russe : " La reconnaissance de l'Etat soviétique actuel comme un Etat ouvrier ne signifie pas seulement que la bourgeoisie ne peut pas prendre le pouvoir autrement que par la voie d'une insurrection armée, mais aussi que le prolétariat de l'U.R.S.S. n'a pas perdu la possibilité de se soumettre la bureaucratie, de régénérer le parti et de modifier le régime de la dictature - sans une nouvelle révolution, par les méthodes et la voie de la réforme ⁽³²⁾. "

Nous avons multiplié ces citations au risque d'ennuyer le lecteur parce qu'elles révèlent une chose soigneusement cachée par les épigones de Trotski : pour celui-ci, jusqu'à 1931, le caractère de l'économie russe devait être défini d'après le caractère de l'Etat ; la question russe se ramenait à la question du caractère du pouvoir politique ⁽³³⁾. Pour Trotski, à cette époque, c'était le caractère prolétarien du pouvoir politique qui donnait un caractère socialiste à l'industrie étatisée ; ce caractère prolétarien du pouvoir politique, malgré la dégénérescence bureaucratique, était pour lui garanti par le fait que le prolétariat pouvait encore ressaisir le pouvoir et expulser la bureaucratie par une simple réforme, sans révolution violente. Ce critère, nous l'avons dit, est insuffisant - ou plutôt dérivé et secondaire. Cependant il faut retenir le fait que Trotski ne lie nullement à cette époque la question du caractère du régime à la " propriété étatique " ⁽³⁴⁾.

Ce ne fut que trois années plus tard ⁽³⁵⁾ que Trotski opéra une brusque volte-face, proclamant à la fois : 1° que toute réforme en Russie est désormais impossible, que seule une nouvelle révolution pourra chasser la bureaucratie et instaurer le pouvoir des masses et qu'il faut construire un nouveau parti révolutionnaire, mais aussi 2° que le régime russe continue à garder son caractère prolétarien, garanti par la propriété nationalisée des moyens de production. Ce fut cette position, qui, consignée à travers d'innombrables contradictions dans *La Révolution trahie*, fut désormais le dogme intangible de la tendance trotskiste.

²⁸ Voir l'article " Socialisme ou Barbarie ", dans le n° 1 de cette revue, pp. 34-37.

²⁹ L. Trotski, *The Third International after Lenin*, p. 300.

³⁰ L. Trotski, *Lettre à Borodai*, publiée dans *New International*. 1943, p. 124 reproduit depuis in Max Shachtman, *The Bureaucratic Revolution. The Rise of the Stalinist State*, New York, The Donald Press, 1962, pp. 96-103.

³¹ Voir la lettre citée de Trotski et tous ses textes de cette époque.

³² *The problems of the development of the U.S.S.R.*, p. 36.

³³ Ce fut Max Shachtman qui montra le premier que Trotski n'avança sa théorie sur le caractère " socialiste " de la propriété nationalisée qu'après 1932 (v. *New International*, l. c.). Il faut remarquer que Shachtman qualifie à tort la conception que jusqu'alors Trotski avait défendu de " première théorie de Trotski " : cette conception n'était que la conception universelle dans le mouvement marxiste, comme nous l'avons montré, et nullement une théorie de Trotski. Mais ceci Shachtman ne peut pas le dire, car il lui faudrait dans ce cas s'expliquer sur les questions du capitalisme d'Etat.

³⁴ Rappelons que la plus grande part de l'industrie russe était nationalisée depuis 1918, de même que le sol, le sous-sol, les transports, les banques, etc.

³⁵ Le début de ce tournant est formulé dans *Etat ouvrier, Thermidor et Bonapartisme*.

L'absurdité sans espoir de cette position éclate lorsqu'on réfléchit un moment sur le terme même de " nationalisation ". " Nationalisation " et " propriété nationalisée " sont des expressions antimarxistes et antiscientifiques. Nationaliser signifie donner à la nation. Mais qu'est-ce que la " nation " ? La " nation " est une abstraction ; en réalité la nation est déchirée par les antagonismes de classes. Donner à la nation, signifie, en réalité, donner à la classe dominante de cette nation. Expliquer par conséquent que la propriété en Russie a un caractère " socialiste " ou prolétarien, parce qu'elle est nationalisée, est tout simplement un cercle vicieux, une pétition de principe : la propriété nationalisée ne peut avoir un contenu socialiste que si la classe dominante est le prolétariat. Les trotskistes répondent à cela qu'il est a priori certain que le prolétariat est classe dominante en Russie, puisque la propriété est nationalisée. C'est lamentable, mais c'est ainsi. Ils répondent aussi que le prolétariat est fatalement classe dominante en Russie, puisque les capitalistes privés ne le sont pas, et puisqu'il ne peut pas y avoir d'autre classe, sauf le prolétariat et les capitalistes, dans l'époque actuelle. Marx, semble-t-il, a dit quelque chose dans ce goût. Il est mort en 1883 et repose au cimetière de Highgate, à Londres.

Nous avons vu que la forme de propriété étatique ne détermine pas les rapports de production, mais est déterminée par ceux-ci, et qu'elle peut très bien exprimer des rapports d'exploitation. Il nous resterait maintenant à voir pourquoi cette forme apparaît dans tel moment précis de l'histoire et dans telles conditions concrètes. Autrement dit, après avoir vu en quoi la forme de la propriété étatique est une forme mystifiée de la réalité économique, il nous faut examiner pourquoi elle en est aussi une forme adéquate. Nous traiterons ce problème ailleurs, lorsque nous tâcherons de définir les rapports de l'économie russe avec le développement du capitalisme mondial. Il nous suffit pour le moment de dire que cette forme de propriété, aussi bien que la " planification " de classe qu'elle rend possible, ne sont que les expressions suprêmes et ultimes du processus fondamental du capitalisme moderne, qui est la concentration des forces productives, processus qu'elles réalisent sous deux aspects : concentration de la propriété formelle, concentration de la gestion effective de la production.

- e) On a vu que l'étatisation n'est nullement incompatible avec une domination de classe sur le prolétariat et avec une exploitation, qu'elle en est même la forme la plus achevée. On peut comprendre également - on le verra dans le détail par la suite - que la " planification " russe a également la même fonction : elle exprime sous une forme coordonnée les intérêts de la bureaucratie. Cela se manifeste aussi bien sur le plan de l'accumulation que sur celui de la consommation, qui sont d'ailleurs en dépendance réciproque absolue. Le développement concret de l'économie russe sous la domination bureaucratique ne diffère en rien, quant à son orientation générale, de celui d'un pays capitaliste : au lieu que ce soit le mécanisme aveugle de la valeur, c'est le mécanisme du plan bureaucratique qui assigne telle partie des forces productives à la production des moyens de production et telle autre à la production des biens de consommation. Ce qui conduit l'action de la bureaucratie dans ce domaine n'est évidemment pas " l'intérêt général " de l'économie - notion qui n'a aucun contenu concret et précis - mais ses propres intérêts ; ceci se traduit par le fait que l'industrie lourde est orientée essentiellement en fonction des besoins militaires - et cela dans les conditions actuelles et surtout pour un pays relativement arriéré, signifie la nécessité de développer l'ensemble de secteurs productifs ; que les industries de moyens de consommation sont orientées d'après les besoins de la consommation des bureaucrates ; et que dans l'accomplissement de ces objectifs, les travailleurs doivent rendre le maximum et coûter le minimum. On voit donc qu'étatisation et planification en Russie ne font que servir les intérêts de classe de la bureaucratie et l'exploitation du prolétariat, et que les objectifs essentiels et le moyen fondamental (l'exploitation des travailleurs) sont identiques avec ceux des économies capitalistes. En quoi donc cette économie peut-elle être qualifiée de " progressive " ?

Pour Trotski, la réponse essentielle consiste à invoquer l'accroissement de la production russe. La production russe a quadruplé et quintuplé dans quelques années, et cette augmentation, dit Trotski, aurait été impossible si le capitalisme privé était maintenu dans le pays. Mais si le caractère progressif de la bureaucratie découle du fait que celle-ci développe les forces productives, alors se pose le dilemme suivant :

- ou bien, le développement des forces productives impulsé par la bureaucratie est en fin de compte un phénomène de courte durée et d'étendue limitée, donc sans portée historique ;
- ou bien, la bureaucratie est capable, en Russie (et dans ce cas aussi partout) d'assurer une nouvelle phase historique de développement des forces productives.

Pour Trotski le deuxième terme de cette alternative est à rejeter catégoriquement. Non seulement il considère comme certain que la bureaucratie n'a aucun avenir historique, mais il affirme que dans le cas où un échec prolongé de la révolution permettrait à la bureaucratie de s'installer durablement au pouvoir à l'échelle mondiale, ce " serait là un régime de déclin, signifiant une éclipse de la civilisation " (³⁶).

Quant à nous, nous partageons complètement le contenu essentiel de cette conception. Il reste donc le premier terme de l'alternative : le développement des forces productives en Russie sous l'impulsion de la bureaucratie est un phénomène de courte durée, d'étendue limitée et en définitive sans portée historique. C'est d'ailleurs la position claire de Trotski, qui ne se borne pas à cela, mais indique d'une manière sommaire, il est vrai, quelques-uns des facteurs qui font déjà de la bureaucratie " le pire frein au développement des forces productives " (³⁷).

Mais dans ce cas il est évident que toute tentative de qualifier comme " progressive " l'économie russe perd automatiquement sa base. Que la bureaucratie ait augmenté entre 1928 et 1940 la production russe de quatre ou cinq fois, cependant que l'impérialisme japonais ne faisait que la doubler pendant la même période, ou que les U.S.A. la doubleraient entre 1939 et 1944; qu'elle ait accompli en vingt ans ce que la bourgeoisie d'autres pays a accompli en quarante ou soixante, devient à partir de ce moment un phénomène extrêmement important, certes, méritant une analyse et une explication particulières, mais en fin de compte ne différant pas qualitativement du développement des forces productives qu'a assuré l'exploitation capitaliste pendant des siècles et qu'elle continue à assurer même pendant sa phase décadente.

³⁶ In *Defense of Marxism*, p. 9.

³⁷ In *Defense of Marxism*, p. 6. (Voir *La Révolution trahie*, *passim*.)

C) *Les rapports de production*

Le résultat de vingt années de discussion sur la " question russe " a été de jeter un voile épais de mystère autour de la notion de rapports de production en général. Ceux qui ont essayé de combattre la conception qui donnait la Russie comme un " Etat ouvrier " et son économie comme une économie plus ou moins socialiste, l'ont en général fait en partant de manifestations superstructurelles : caractère contre-révolutionnaire de la politique stalinienne, totalitarisme policier du régime. Sur le plan économique on n'a mis en avant, d'habitude, que les monstrueuses inégalités des revenus. Tous ces points, qui, convenablement développés, pouvaient conduire à une révision radicale de la conception courante sur le régime russe, étaient considérés indépendamment du reste en eux-mêmes, ou érigés en critères autonomes et définitifs. C'est ce qui a permis à Trotski de triompher dans ces interminables discussions, en concédant tout ce qu'on voudrait, mais pour poser en définitive la question : et les rapports de production ? Sont-ils redevenus capitalistes ? Quand ? Y a-t-il des capitalistes privés en Russie ? L'incapacité de ses adversaires à poursuivre la discussion sur ce terrain par l'analyse du caractère de classe des rapports de production en Russie, permettait chaque fois à Trotski de rester maître du terrain.

On pouvait cependant facilement déloger Trotski de cette position, en apparence dominante, en lui posant la question : eh bien, les rapports de production, que sont-ils en général, et quels sont-ils en Russie ? Parce qu'il est évident pour ceux qui connaissent l'œuvre de Trotski qu'il s'est toujours contenté de brandir l'arme magique des " rapports de production ", mais qu'il n'est jamais allé plus loin. Marx n'a pas *parlé* des rapports de production capitalistes : il les a analysés au long des trois mille pages du *Capital*. On chercherait, en vain, chez Trotski, ne serait-ce que le début d'une pareille analyse. Son œuvre la plus étendue sous ce rapport, *La Révolution trahie*, ne contient, en guise d'analyse économique, qu'une description du volume matériel de la production russe, de l'inégalité des revenus et de la lutte pour le rendement en Russie. Le reste, c'est de la littérature sociologique et politique, de la bonne littérature très souvent, mais viciée par le manque de fondements économiques, *par le manque, précisément, d'une analyse des rapports de production en Russie*.

Tout ce qu'on peut savoir par Trotski, sur les rapports de production en général, est ceci : 1°) Les rapports de production *ne sont pas* les rapports de répartition du produit social ; 2°) Les rapports de production ont quelque chose à voir avec les formes de la propriété. La première proposition est complètement fautive, car les rapports de production sont aussi des rapports de répartition, plus exactement la répartition du produit social est un moment du processus de la production. La deuxième n'est que partiellement vraie, car toute la question est précisément : quel est le lien entre les rapports de production et les formes de propriété ? Quel est le rapport entre la production et la propriété, entre l'économie et le droit ? Nous nous sommes plus haut expliqués sur ces questions préliminaires. Il nous faut maintenant examiner positivement ce que sont les rapports de production.

Dans les rapports de production il faut distinguer logiquement plusieurs aspects.

Tout rapport de production est, en premier lieu et immédiatement, *organisation* des forces productives en vue du résultat productif. Les forces productives sont, d'une part, le travail lui-même, d'autre part, les conditions du travail, qui se réduisent en dernière analyse en du travail passé. L'organisation des forces productives détermine le but productif en même temps qu'elle est déterminée par lui. Que cette organisation des forces productives se fasse pour ainsi dire spontanément et même aveuglément, comme c'est le cas dans les sociétés primitives, ou qu'elle nécessite des organes économiques et sociaux séparés comme c'est le cas dans les sociétés évoluées, elle reste le premier moment de la vie économique, le fondement sans lequel il n'y a pas de production.

Mais également tout rapport de production contient, aussi bien comme présupposition que comme conséquence, une *répartition* du résultat de l'activité productive, du produit. Cette répartition est déterminée nécessairement par la production aussi bien passée et présente que future : tout d'abord, il n'y a de répartition que du produit de la production, et sous la forme que la production a donnée à ce produit; ensuite, toute répartition tient nécessairement compte de la production future, dont elle est la condition. D'autre part, la conservation, la diminution ou l'extension de la richesse existante de la communauté découlent des modalités concrètes de répartition des produits, du fait que cette répartition tient ou ne tient pas compte du besoin de remplacer les réserves sociales et les instruments usés ou les multiplier. Par là même, on peut dire non seulement que toute production ultérieure est déterminée par la répartition précédente, mais que la répartition à venir est le facteur déterminant l'organisation de la production courante.

Enfin, production en tant qu'organisation aussi bien que production en tant que répartition reposent l'une et l'autre sur l'appropriation des conditions de la production, c'est-à-dire sur l'appropriation de la nature, de la nature extérieure autant que du propre corps de l'homme. Cette appropriation apparaît d'une manière dynamique dans le pouvoir de disposer de ces conditions de la production, que cette disposition ait comme sujet la communauté indistinctement dans son ensemble ou qu'elle soit l'objet d'un monopole exercé par un groupe, une catégorie, une classe sociale.

Par conséquent, *organisation (gestion)* de la production elle-même, *répartition* du produit, toutes les deux fondées sur la *disposition* des conditions de la production, voilà le contenu général des rapports de la production. Les rapports de production d'une époque donnée se manifestent dans *l'organisation (gestion)* de la coopération des individus en vue du résultat productif et dans la *répartition* de ce produit, à partir d'un mode donné de *disposition* des conditions de la production³⁸.

Mais dans les rapports de production ce qui est important n'est pas la notion générale, qui découle de la simple analyse du concept de la vie sociale, et qui, dans ce sens, est une tautologie, mais l'évolution concrète des modes de production dans l'histoire de l'humanité.

Ainsi dans les sociétés primitives, où la division en classes fait le plus souvent défaut, où les méthodes et l'objectif de la production aussi bien que les règles de répartition ne sont soumis qu'à une évolution extrêmement lente, où les hommes subissent beaucoup plus les lois des choses qu'ils ne les transforment, l'organisation de la production et la répartition semblent résulter aveuglément de la tradition et reflètent passivement l'héritage du passé social, l'influence décisive du milieu

³⁸ K. Marx, *Le Capital*, L. III, S. 7, ch. LI, pp. 255-256.

naturel, les particularités des moyens de production déjà acquis. L'organisation de la production est encore, dans la réalité, indistincte de l'acte productif matériel lui-même; la coopération se règle beaucoup plus par la spontanéité immédiate et les habitudes que par des lois économiques objectives ou par l'action consciente des membres de la société. La disposition des conditions de la production, l'appropriation par l'homme de son propre corps et de la nature immédiatement environnante semblent aller de soi ; on n'en prend conscience qu'à l'occasion des conflits extérieurs opposant la tribu à d'autres tribus.

Le premier moment du processus économique, qui semble surgir comme une entité autonome et dont la société primitive prend une conscience distincte, est le moment de la *répartition* du produit, qui fait, en général, l'objet d'une réglementation coutumière spécifique.

Avec la division de la société en classes, un renversement fondamental se produit. Dans la société esclavagiste, la disposition des conditions de la production, de la terre, des instruments et des hommes devient le monopole d'une classe sociale, de la classe dominante des propriétaires d'esclaves. Cette disposition devient l'objet d'une réglementation sociale explicite et reçoit rapidement la garantie de la contrainte sociale organisée dans l'Etat des propriétaires d'esclaves. Simultanément, l'organisation de la production, la gestion des forces productives, devient une fonction sociale exercée par la classe dominante d'une manière naturelle sur la base de sa disposition de ces forces productives. Si la société esclavagiste fait apparaître la disposition des conditions de la production et la gestion de la production comme des moments à part de la vie économique, en faisant de la première un phénomène directement social, en montrant que même la disposition qu'exerce l'homme sur son propre corps en tant que force productive ne va nullement de soi mais est un produit d'une forme donnée de la vie historique, et en érigeant l'organisation et la gestion de la production en fonction sociale d'une classe spécifique, en revanche elle abolit la répartition comme moment spécifique, puisque dans l'économie esclavagiste la répartition en tant que répartition du produit, entre la classe dominante et la classe dominée, est enfouie dans la production elle-même. La répartition du produit est cachée complètement dans le rapport productif immédiat et possessif du maître et de l'esclave : réserver une partie de la récolte pour les semences et une autre pour les esclaves n'est pas une répartition de la production, mais relève immédiatement de l'organisation de la production elle-même. La conservation de l'esclave pour le maître n'a pas un sens économique différent de la conservation du bétail. Quant à la répartition du produit entre les membres de la classe dominante eux-mêmes, elle résulte, pour la plus grande part, de la répartition initiale des conditions de la production, lentement transformée par le mécanisme des échanges et l'apparition embryonnaire d'une loi de la valeur.

Dans la société féodale, qui marque, en Europe occidentale tout au moins, une régression historique par rapport à la société esclavagiste gréco-romaine, le caractère autonome de la disposition des conditions de la production est maintenu. Mais ici la fonction de l'organisation de la production marque un recul. Le seigneur n'exerce une activité gestionnaire que dans un sens extrêmement vague et général : une fois la division du travail dans le domaine et entre les serfs fixée, il se borne à imposer son respect. De même la répartition du produit entre les seigneurs et les serfs se fait, pourrait-on dire, une fois pour toutes : le serf devra telle partie du produit, ou tant de journées de travail, au seigneur. Ce caractère statique aussi bien de l'organisation de la production que de la répartition n'est que la conséquence de l'aspect stationnaire des forces productives elles-mêmes dans la période féodale.

Dans la société capitaliste, les différents moments du processus économique s'épanouissent complètement et arrivent à une existence matérielle indépendante. Ici disposition des conditions de la production, gestion et répartition, accompagnées de l'échange et de la consommation surgissent comme des entités qui peuvent être autonomes, deviennent chacune objet spécifique, matière propre à réflexion, force sociale. Mais ce qui fait des capitalistes la classe dominante de la société moderne, c'est que, disposant des conditions de la production, ils organisent et gèrent la production et apparaissent comme des agents personnels et conscients de la répartition du produit social.

On peut donc dire, en général, que :

1. Les rapports de production, en général, sont définis :

- a) Par le mode de *gestion* de la production (organisation et coopération des conditions matérielles et personnelles de la production, définition des buts et des méthodes de la production) ;
- b) Par le mode de *répartition* du produit social (intimement liée à la gestion sous de multiples aspects ; particulièrement de la répartition résulte la monopolisation des *capacités* de direction et l'orientation de l'accumulation, qui est en dépendance réciproque avec la répartition) et qu'ils reposent sur *la répartition initiale des conditions de la production*, celle-ci se manifestant par la *disposition exclusive* des moyens de production et des objets de consommation. Cette disposition se manifeste souvent dans les formes juridiques de la propriété, mais il serait absurde de dire qu'elle coïncide à tout moment avec celles-ci ou qu'elle y est exprimée d'une manière adéquate et univoque (voir plus haut). Il ne faut jamais perdre de vue que cette répartition " initiale " des conditions de la production est constamment reproduite, étendue et développée par les rapports de production jusqu'au moment où une révolution s'opère dans ces derniers.

2. *Le contenu de classe* des rapports de production fondé sur la répartition initiale des conditions de la production (monopolisation des moyens de production par une classe sociale, reproduction constante de cette monopolisation) se manifeste :

- a) Dans la gestion de la production par la classe dominante; b) Dans la répartition du produit social en faveur de la classe dominante. L'existence de la plus-value ou l'existence de sur-produit ne définit ni le caractère de la classe dominante dans l'économie, ni même le fait que l'économie est basée sur l'exploitation. Mais l'appropriation de cette plus-value par une classe sociale, en vertu de son monopole sur les conditions matérielles de la production suffit pour définir une économie comme une économie de classe basée sur l'exploitation; la destination de cette plus-value, sa répartition entre l'accumulation et la consommation improductive de la classe dominante, l'orientation de cette accumulation elle-même et le mode concret

d'appropriation de la plus-value et de sa répartition entre les membres de la classe dominante déterminent le caractère spécifique de l'économie de classe et différencient historiquement les classes dominantes entre elles.

3. Du point de vue de la classe exploitée, le caractère de classe de l'économie se manifeste :
 - a) Dans la production au sens étroit, par sa réduction au rôle strict d'exécutant et plus généralement par son aliénation humaine, par sa subordination totale aux besoins de la classe dominante ;
 - b) Dans la répartition, par l'appropriation de la différence entre le coût de sa force de travail et le produit de son travail par la classe dominante.

II. PROLÉTARIAT ET PRODUCTION

Avant d'aborder le problème des rapports de production en Russie, il nous faudra commencer par une analyse sommaire des rapports de production dans l'économie capitaliste et dans l'économie socialiste.

Nous commençons par l'analyse de la production dans l'économie capitaliste tout d'abord pour faciliter la compréhension. En effet, dans cette analyse, partir du capitalisme signifie, d'une part, partir du connu, d'autre part, pouvoir profiter directement de l'analyse de l'économie capitaliste offerte par Marx, analyse qui a approché le plus possible l'idéal de l'analyse dialectique d'un phénomène historique. Mais à ces raisons de méthode s'ajoute une raison de fond, qui est de beaucoup la plus importante : comme on le verra, le capitalisme bureaucratique ne signifie que le développement extrême des lois les plus profondes du capitalisme aboutissant à la négation interne de ces mêmes lois. Il est donc impossible de saisir l'essence du capitalisme bureaucratique russe sans lier l'examen de celui-ci à celui des lois qui régissent le capitalisme traditionnel.

Il nous faudra, également, avant d'aborder notre sujet, esquisser brièvement la structure des rapports de production dans une société socialiste. Cela n'est pas seulement nécessaire pour dissiper les effets de la mystification stalinienne sur ce sujet, et pour rappeler que par socialisme l'on a toujours entendu dans le mouvement ouvrier quelque chose qui n'a aucun rapport ni avec la réalité russe, ni avec l'idée du socialisme telle qu'elle est propagée par les staliniens. Il est surtout indispensable parce que l'identité apparente de certaines formes économiques - l'absence de propriété privée, le plan, etc. - dans le socialisme et le capitalisme bureaucratique, rend la comparaison des deux régimes extrêmement instructive.

A) *La production capitaliste*

Nous avons vu que les rapports de production s'expriment dans la *gestion* de la production et la *répartition* du produit et que leur contenu de classe découle du fait que la *disposition* des conditions matérielles de la production est monopolisée par une catégorie sociale. Il nous faut maintenant concrétiser cette idée dans le cas de la production capitaliste.

1. Le rapport de production fondamental, dans la société capitaliste, est le rapport entre patron et ouvrier. En quoi ce rapport est-il un rapport de classe ? En ceci, que la position économique et sociale des deux catégories de personnes qui y participent est absolument différente. Cette différence est fonction de leur relation différente avec les moyens de production. Le capitaliste possède (directement ou indirectement) les moyens de production, l'ouvrier ne possède que sa force de travail. Sans le concours des moyens de production et de la force de travail (c'est-à-dire du travail mort et du travail vivant) il n'y a pas de production possible, et ni le capitaliste ne peut se passer de l'ouvrier, ni l'ouvrier du capitaliste aussi longtemps que ce dernier dispose des moyens de production. Le concours, la coopération du travail mort et du travail vivant⁽³⁹⁾ prend la forme économique, du point de vue de l'échange entre "unités économiques indépendantes"⁽⁴⁰⁾, de la vente de la force de travail par l'ouvrier au capitaliste. Pour l'ouvrier il est indifférent que l'acheteur de sa force de travail soit un patron individuel, une société anonyme ou l'Etat. Ce qui l'intéresse c'est la position dominante que cet acheteur a face à lui, par le fait qu'il dispose du capital social ou d'une parcelle de celui-ci, c'est-à-dire non seulement des moyens de production dans le sens étroit, mais même du fonds de consommation de la société et aussi, en définitive, du pouvoir coercitif, c'est-à-dire de l'Etat. C'est la possession du capital social et du pouvoir étatique qui fait des capitalistes la classe dominante de la société bourgeoise.

Voyons par quoi se traduit cette domination du capital sur le travail dans l'organisation de la production et dans la répartition du produit.

2. Nous savons que tout rapport de production est, en premier lieu et immédiatement, organisation des forces productives en vue du résultat productif. Dans la société moderne, le rapport de production se présente donc comme organisation de la coopération des forces productives, du capital et du travail (du travail mort ou passé et du travail vivant ou actuel), des conditions du travail lui-même, ou, comme dit Marx, des conditions matérielles et des conditions personnelles de la production. Le travail vivant est immédiatement représenté sous une forme humaine dans le prolétaire. Le travail mort n'est représenté sous une forme humaine, dans la classe des capitalistes, qu'en vertu de son appropriation par cette classe⁽⁴¹⁾. Ce qui, sur le plan technique, apparaît comme coopération du travail actuel et de la matière valorisée par un travail passé, prend sur le plan économique la forme du rapport entre la force de travail et le capital, et sur le plan social la forme du rapport entre prolétariat et classe capitaliste. L'organisation des forces productives en vue du

³⁹ Il faut ici prendre l'expression "travail mort" dans toute son ampleur, concernant non seulement les machines et matières premières, mais aussi en y incluant les moyens de consommation qui doivent, pendant la période de production, être mis à la disposition des ouvriers, c'est-à-dire finalement toutes les conditions de la production autres que le travail actuel, le capital sans phrase.

⁴⁰ Ouvrier et capitaliste sont du point de vue formel de telles "unités indépendantes".

⁴¹ K. Marx, *Le Capital*, L. III, S, 7, ch. XLVIII, pp. 197-198.

résultat productif, aussi bien sous l'aspect de l'ordre imposé au travail vivant et au travail mort dans leurs rapports constants que sous l'aspect de la coordination de l'effort d'une multitude de prolétaires engagés dans la production (rapports entre les producteurs eux-mêmes et rapports entre les producteurs et les instruments de production), cette organisation, pour autant qu'elle ne relève pas aveuglément des conditions physiques ou techniques de la production, est assurée non pas par les producteurs eux-mêmes, mais par les individus qui personnifient socialement le capital, par les capitalistes⁽⁴²⁾. Dans cette organisation il est, du point de vue que nous adoptons ici, indifférent qu'une série de tâches soient accomplies, aux échelons inférieurs, par un personnel spécifique, n'appartenant pas (formellement ou réellement) à la classe capitaliste ; il nous est de même pour le moment indifférent que ces tâches soient de plus en plus déléguées à ce personnel spécifique, et que ce soit là une tendance profonde de la production capitaliste. Il nous suffit de constater qu'à l'échelon final, ce sont les capitalistes ou leurs délégués directs qui prennent les décisions fondamentales, orientent cette organisation des forces productives, et lui fixent aussi bien son but concret (nature et quantité du produit) que les moyens généraux pour l'atteindre (rapport du capital constant et variable, rythme de l'accumulation). Il est évident que ces décisions finales ne sont pas prises " librement " (et ceci dans plusieurs sens : les lois objectives de la technique, de l'économie et de la vie sociale s'imposent à la volonté du capitaliste, dont le choix se meut entre des limites étroites et, même dans celles-ci, est en définitive déterminé par le mobile du profit). Mais pour autant que l'action humaine en général joue un rôle dans l'histoire, ces décisions finales sont le plan sur lequel se manifeste l'action économique de la classe capitaliste, dont on peut définir le rôle comme étant d'exprimer d'une manière relativement consciente la tendance du capital à s'agrandir sans limites.

Le fait que ces rapports de production sont des rapports de classe s'exprime donc concrètement et immédiatement par le fait qu'un groupe - ou une classe sociale - monopolise l'organisation et la gestion de l'activité productive, les autres étant des simples exécutants, à des échelons divers, de ses décisions.

Cela signifie que la gestion de la production sera faite par les capitalistes ou leurs représentants d'après leurs intérêts. Du point de vue du rapport productif proprement dit, c'est-à-dire du rapport entre travail vivant et travail mort en vue du résultat productif, ce rapport est réglé par les lois immanentes de la production capitaliste, que le capitaliste individuel et ses " directeurs " ne font qu'exprimer sur le plan conscient. Ces lois immanentes expriment la domination absolue du travail mort sur le travail vivant, du capital sur l'ouvrier. Elles se manifestent en tant que tendance à traiter le travail vivant lui-même comme du travail mort, à faire de l'ouvrier un appendice uniquement matériel de l'outillage, à ériger le point de vue du travail mort en unique point de vue dominant la production. A l'échelle individuelle, ceci se manifeste par la subordination complète de l'ouvrier à la machine aussi bien du point de vue des mouvements que du point de vue du rythme de travail. De même la coopération de plusieurs ouvriers se fait à partir des " besoins " du complexe mécanique qu'ils servent. Enfin, à l'échelle sociale la principale manifestation de cette subordination est la réglementation du recrutement, de l'embauche (et du chômage) des ouvriers d'après les besoins de l'univers mécanique.

3. Mais les rapports de production présentent un deuxième aspect, tout aussi important : ils sont d'une manière médiatisée des rapports d'échange et partant de distribution.

En effet, de la séparation des producteurs et des instruments de production - fait fondamental de l'ère capitaliste - il résulte que pour les producteurs la participation à la production - et partant à la distribution du résultat de cette production - n'est possible que sur la base de la vente de la seule force productive qu'ils possèdent, de la force de travail (celle-ci étant, rien que par les conséquences du développement technique, complètement subordonnée au travail mort), donc de l'échange entre leur force de travail et une partie du résultat de la production. Le monopole exercé par les acheteurs de la force de travail aussi bien sur les moyens de la production que sur le fonds de consommation de la société fait que les conditions de cet échange tendent à être dictées par les capitalistes, aussi bien en ce qui concerne le prix de la marchandise force de travail (salaires) que les déterminations de cette marchandise (durée et intensité de la journée de travail, etc.)⁽⁴³⁾.

La domination capitaliste s'exerce donc également dans le domaine de la répartition. Il nous faut cependant voir ce que signifie exactement cette domination, et comment les lois économiques de la société capitaliste s'expriment à travers les rapports des deux classes fondamentales de cette société. Les lois économiques du capitalisme imposent la vente de la force de travail " à sa valeur ". La force de travail, étant, en effet, dans la société capitaliste une marchandise, elle doit être vendue à son coût. Mais quel est le coût de la force de travail ? C'est visiblement la valeur des produits que l'ouvrier consomme pour vivre et se reproduire. Mais la valeur de ces produits est tout aussi évidemment la résultante de deux facteurs : de la valeur de chaque produit pris à part, et de la quantité totale de produits que consomme l'ouvrier. La valeur de la force de travail dépensée pendant une journée peut être de 100 francs, si l'ouvrier se nourrit uniquement avec un kilo de pain, et le kilo de pain coûte 100 francs ; elle peut être également de 100 francs, si l'ouvrier se nourrit avec deux kilos de pain, mais chaque kilo coûte 50 francs ; elle peut être aussi de 200 francs, si l'ouvrier consomme deux kilos de pain, le kilo coûtant 100 francs. L'analyse économique du capitalisme nous permet, sous la forme de la loi de la valeur, de connaître la valeur de chaque unité de produit entrant dans la consommation ouvrière et l'évolution de cette valeur. Mais la loi de la valeur en elle-même, sous sa forme immédiate, ne nous dit rien, et ne peut rien nous dire, sur les facteurs qui déterminent la quantité plus ou moins grande de produits que consomme la classe ouvrière, ce qu'on appelle d'habitude le " niveau de vie " de la classe ouvrière. Il est pourtant clair que sans une définition exacte de ces facteurs, l'application de la loi de la valeur à la vente de la force de travail devient complètement problématique.

⁴² K. Marx. *Le Capital*, L. III, S. 7, ch. LI, pp. 255-256.

⁴³ K. Marx, *Le Capital*, L. III, S. 7, ch. XLVIII, pp. 200-201.

La question ne pouvait pas échapper à Marx ; il lui a donné trois réponses, qui, pour être différentes, ne sont nullement contradictoires. Le niveau de vie de la classe ouvrière, dit-il, dans le premier volume du *Capital*, est déterminé par des facteurs historiques, moraux et sociaux⁽⁴⁴⁾. Il est déterminé, dit-il dans *Salaire, prix et profit*, par le rapport des forces entre le prolétariat et la bourgeoisie⁽⁴⁵⁾ ; il est, dit-il enfin dans le troisième volume du *Capital*, déterminé par les besoins internes de l'accumulation capitaliste et par la tendance inexorable de l'économie capitaliste vers la réduction de la partie payée de la journée du travail au strict minimum, sous la pression de la baisse du taux de profit et de la crise croissante du système capitaliste.

Entre ces trois facteurs il existe, d'une part, une liaison logique, d'autre part, un ordre historique. Tous les trois sont des facteurs qui agissent constamment et à la fois pendant toute la période capitaliste et qui ne sont nullement extérieurs les uns aux autres. Ainsi l'on peut ramener les " facteurs historiques, moraux, etc. " aux résultats combinés de la lutte des classes dans le passé et de l'action de la tendance intrinsèque du capitalisme vers une exploitation toujours plus grande du prolétariat. L'acuité de la lutte des classes elle-même est déterminée, entre autres, par le degré de développement capitaliste de la société et ainsi de suite.

Mais il est vrai aussi que l'importance relative de ces facteurs varie avec le développement historique; l'on peut dire en gros que le premier facteur représente en quelque sorte l'héritage du passé, qui tend, dans un schéma idéal du développement capitaliste, à être égalisé partout sous les effets combinés de l'expansion de la lutte de classes et de la concentration universelle du capital. La lutte des classes elle-même n'agit pas de la même manière au début et à la fin de la période capitaliste ; dans la " période ascendante " du capitalisme, c'est-à-dire aussi longtemps que les effets de la baisse du taux de profit ne se font pas encore sentir d'une manière pressante et que le capitalisme n'est pas encore entré dans la phase de sa crise organique, le rapport de forces entre le prolétariat et la bourgeoisie peut influencer d'une manière considérable la répartition du produit social ; c'est la période pendant laquelle le succès des luttes " minimum " peut avoir une importance relativement considérable et durable. Par contre, dans la période de l'agonie du capitalisme non seulement toute " concession " nouvelle au prolétariat devient impossible pour la classe dominante, mais celle-ci est obligée par la crise organique de son économie à reprendre à la classe ouvrière tout ce qu'elle s'est laissé arracher pendant la période précédente. Les " réformes " de toutes sortes deviennent objectivement impossibles, la société se trouve directement devant le dilemme révolution ou contre-révolution, dont la traduction économique, du point de vue qui nous intéresse ici, est : domination de la production par les producteurs ou détermination absolue de leur niveau de vie selon le besoin d'un maximum de profit pour le capital. C'est le fascisme et le stalinisme qui se chargent (dans des cadres différents, comme on le verra par la suite) de réaliser cette besogne dans la période d'agonie de la société d'exploitation. La lutte de classes, dans cette période, agit beaucoup moins sur la répartition du produit social entre ouvriers et patrons ; sa signification fondamentale se trouve dorénavant dans la possibilité de renversement du système d'exploitation de fond en comble. Son issue minimum se trouve par la force des choses coïncider avec son issue maximum, la lutte pour les conditions élémentaires de vie devient directement lutte pour la révolution et le pouvoir. Mais aussi longtemps que cette révolution n'intervient pas, c'est la soif croissante du capital pour la plus-value qui détermine de plus en plus le niveau de vie de la classe ouvrière et partant la valeur de la force de travail.

Cependant, l'ensemble de ces facteurs et les variations dans la valeur de la force de travail, qui en résultent, sont importants essentiellement pour déterminer les tendances historiques, les lignes de force du développement dans une perspective relativement longue. Dans une période et pour un pays donné, on peut, comme dit Marx, considérer le niveau de vie de la classe ouvrière, et partant la valeur de la force de travail, comme fixes.

Cette valeur, considérée en gros comme stable, ne se réalise dans l'économie capitaliste, comme toute autre valeur, que par la médiation nécessaire du marché, et d'un marché relativement " libre ", impliquant une offre et une demande de la marchandise force de travail. Ce marché n'est pas seulement la condition nécessaire pour l'adaptation du prix de la force de travail à sa valeur ; c'est surtout la condition nécessaire pour que la notion du " niveau de vie de la classe ouvrière " ait une signification quelconque ; autrement les capitalistes auraient la possibilité illimitée de déterminer ce niveau de vie uniquement d'après le besoin interne de l'appareil productif en plus-value. Cette limitation par ailleurs ne se fonde pas tellement sur la concurrence individuelle entre vendeurs et acheteurs de la force de travail, que sur la possibilité pour les ouvriers de limiter globalement et en masse l'offre de force de travail en un moment donné par la grève. Autrement dit, c'est le fait que la classe ouvrière n'est pas complètement réduite à l'esclavage qui, donnant une consistance objective à la notion du " niveau de vie de la classe ouvrière ", et partant à la valeur de la force de travail, permet l'application de la loi de la valeur à la marchandise fondamentale de la société capitaliste, la force de travail. De même que la concentration et la monopolisation universelles des forces productives rendraient la loi de la valeur vide de signification, de même la réduction complète de la classe ouvrière à l'esclavage viderait de tout contenu la notion de " valeur de la force de travail ".

4. En conclusion : l'exploitation inhérente au système capitaliste se base sur le fait que les producteurs ne disposent des moyens de production ni individuellement (artisanat) ni collectivement (socialisme) ; que le travail vivant, au lieu de dominer le travail mort, est dominé par celui-ci, par l'intermédiaire des individus qui le personnifient (les capitalistes). Les rapports de production sont des rapports d'exploitation sous leurs deux aspects aussi bien en tant qu'organisation de la production proprement dite, qu'en tant qu'organisation de la répartition. Le travail vivant est exploité par le travail mort dans la production proprement dite, puisque son point de vue est subordonné à celui du travail mort et complètement dominé par celui-ci. Dans l'organisation de la production, le prolétaire est entièrement dominé par le capital et n'existe que pour ce dernier. Il est aussi exploité dans la distribution, puisque sa participation au produit social est réglée par des lois économiques (que le patron exprime sur le plan conscient) qui définissent cette participation non pas sur la base de la valeur créée par la force de travail mais d'après la valeur de cette force de travail. Ces lois, exprimant la tendance

⁴⁴ *Le Capital*, L. I, S. 2, ch. VI, pp. 173-174.

⁴⁵ Voir aussi *Misère de la Philosophie*, pp. 172 et suiv.

profonde de l'accumulation capitaliste, ramènent de plus en plus le coût de la production de la force de travail vers un " minimum physique " ⁴⁶). Déjà l'augmentation de la productivité du travail, en baissant le prix des marchandises nécessaires à la subsistance de l'ouvrier, tend à réduire la part du prolétariat dans la répartition du produit social. Mais l'expression " minimum physique " ne doit pas être prise dans un sens littéral; un " minimum physique " est, à proprement parler, indéfini sable ⁴⁷). Ce qu'il faut entendre par là, c'est la tendance vers la réduction du salaire réel relatif de la classe ouvrière.

B) *La production socialiste*

Il est maintenant indispensable de voir rapidement comment se façonne le rapport productif fondamental dans une société socialiste .

1. Les rapports de production, dans la société socialiste, ne sont pas des rapports de classe, car chaque individu se trouve en relation avec l'ensemble de la société - dont il est lui même un agent actif - et non pas avec une catégorie spécifique d'individus ou de groupements sociaux pourvus de pouvoirs économiques propres ou disposant, en tout ou en partie, des moyens de production. La différenciation des individus, par l'effet de la division du travail qui persiste, n'entraîne pas une différenciation de classe, car elle n'entraîne pas des rapports différents avec l'appareil productif. Si, en tant qu'individu, le travailleur continue à être obligé de travailler pour vivre, en tant que membre de la commune il participe à la détermination des conditions de travail, de l'orientation de la production et de la rétribution du travail. Il va sans dire que ceci n'est possible que par la réalisation complète de la gestion ouvrière de la production, c'est-à-dire par l'abolition de la distinction fixe et stable entre dirigeants et exécutants dans le processus de production.
2. La répartition du produit social consommable continue à avoir la forme de l'échange entre la force de travail et une partie du produit du travail. Mais cette forme a maintenant un contenu complètement renversé, et par là même la " loi de la valeur change complètement quant à sa forme et à son fond ", comme dit Marx ⁴⁸). Nous dirions plutôt que cette loi est maintenant complètement abolie.

Comme Marx l'a depuis longtemps rendu clair, la rémunération du travail dans une société socialiste ne peut qu'être égale à la quantité de travail offert par le travailleur à la société, moins une fraction destinée à couvrir les " frais généraux " de la société et une autre fraction destinée à l'accumulation. Mais cela fait déjà que nous ne pouvons plus parler dans ce cas de " loi de la valeur " appliquée à la force de travail : car cette loi voudrait que soit donné en échange de la force de travail le *coût* de cette force de travail, et non point la valeur ajoutée au produit par le travail vivant. Le fait que le rapport entre le travail offert à la société et le travail récupéré par le travailleur, sous forme de produits consommables, n'est ni arbitraire, ni déterminé spontanément par l'étendue des besoins individuels (comme dans la phase supérieure du communisme), mais un rapport réglementé ne signifie nullement qu'il s'agit là d'une " autre loi de la valeur ".

D'abord, quant à la forme, il ne s'agit plus d'une loi sociale, nécessairement et aveuglément efficace, et qui ne peut pas être transgressée par la force même des choses ; il s'agit d'une " loi consciente ", c'est-à-dire d'une norme réglant la répartition des produits que les producteurs s'imposent à eux-mêmes et imposent aux récalcitrants, norme dont il faut surveiller l'application et punir la transgression toujours possible. La loi de la valeur, dans la société capitaliste, exprime un ordre économique objectif ; dans la société socialiste, il s'agit d'une norme juridique, d'une règle de droit. Quant au fond, ensuite : si le travailleur n'est pas payé à la " valeur de sa force de travail ", mais proportionnellement à la valeur qu'il a ajoutée au produit, c'est-à-dire si " le même quantum de travail qu'il a fourni à la société sous une forme, il le reçoit d'elle sous une autre forme " ⁴⁹), nous avons là le renversement complet, la négation absolue de la loi de la valeur-travail. Car, dans ce cas, ce qui est pris comme critère de l'échange, ce n'est plus le coût objectif du produit échangé mesuré en temps de travail, ce n'est plus du tout la " valeur de la force de travail " qui est payée au travailleur, mais la valeur produite par sa force de travail. Au lieu d'être déterminée par sa cause, si l'on peut dire (le coût de production de la force de travail), la rétribution de la force de travail est déterminée par l'effet de celle-ci. Au lieu d'être sans rapport immédiat avec la valeur qu'elle produit, la force de travail est rétribuée sur la base de cette valeur. Après coup, la rétribution de la force de travail peut apparaître comme l'équivalent exact de la " valeur de la force de travail ", puisque si celle-ci est déterminée par le " niveau de vie " du travailleur dans la société socialiste, le " niveau de vie " est déterminé par le " salaire ". Le travailleur ne pouvant pas consommer plus qu'il ne reçoit de la société, on pourra établir après coup une équivalence entre ce qu'il reçoit de la société et le " coût de production " de sa force de travail. Mais il est évident que nous nous trouvons dans ce cas dans un cercle vicieux; " l'application de la loi de la valeur ", dans ce cas, se réduit à une simple tautologie, consistant à expliquer le niveau de vie par le " salaire " et le " salaire " par le niveau de vie. Si l'on se débarrasse de cette absurdité il devient clair que c'est la valeur produite par le travail qui détermine le " salaire " et partant le niveau de vie lui-même. Autrement dit la force de travail ne prend plus la forme d'une valeur d'échange indépendante, mais uniquement la forme de valeur d'usage. Son échange ne se règle plus sur la base de son coût, mais de son utilité, exprimée par sa productivité.

3. Une dernière explication est nécessaire, concernant la célèbre question du " droit bourgeois dans la société socialiste ".

⁴⁶ K. Marx, *Le Capital*, L. III, S. 7, ch. L., p. 235.

⁴⁷ Voir plus loin, III-B.

⁴⁸ K. Marx, *Critique du programme de Gotha*, pp. 23-24.

⁴⁹ K. Marx, *Critique du programme de Gotha*, p. 23.

Le principe selon lequel chaque individu, dans la société socialiste, reçoit de celle-ci " sous une autre forme... le même quantum de travail qu'il a fourni à la société sous une forme ", ce " droit égal " a été qualifié par Marx de " droit inégal... donc de droit bourgeois ". Autour de cette phrase, un système de mystifications a été échafaudé par les trotskistes, aussi bien que par les avocats de la bureaucratie stalinienne, pour prouver que la société socialiste est fondée sur l'inégalité, *donc* que " l'inégalité " existant en Russie ne démolit pas le caractère " socialiste " des rapports de production dans ce pays. Nous avons déjà dit plus haut qu' " inégalité " ne signifie nullement *exploitation*, et qu'en Russie ce n'est pas de " l'inégalité " dans la rétribution du travail, mais de l'appropriation du travail des prolétaires par la bureaucratie, donc de l'exploitation qu'il s'agit. Cette simple remarque clôt la discussion sur le fond de la question. Néanmoins, un examen plus poussé du problème ne saurait être inutile.

En quoi le mode de rétribution du travail dans la société socialiste est-il, selon Marx, " bourgeois " ? Il est évident qu'il ne l'est que d'une manière métaphorique ; le serait-il littéralement, la société socialiste ne serait alors, ni plus ni moins, qu'une société d'exploitation : si la société ne payait les travailleurs que de la " valeur de leur force de travail ", et si une catégorie sociale spécifique s'appropriait la différence entre cette valeur et la valeur du produit du travail - c'est en cela, comme on l'a vu, que consiste la répartition bourgeoise - nous nous trouverions devant une reproduction du système capitaliste. Combien Marx était loin d'une pareille absurdité, le prouve la phrase par laquelle il clôt son développement sur le " droit bourgeois " : " (Dans la société capitaliste) les éléments de la production sont distribués de telle sorte que la répartition actuelle des objets de consommation s'ensuit d'elle-même. Que les conditions matérielles de la production soient la propriété collective des travailleurs eux-mêmes, une répartition des objets de consommation différente de celle d'aujourd'hui s'ensuivra pareillement. Le socialisme vulgaire (et par lui, à son tour, une fraction de la démocratie) a hérité des économistes bourgeois l'habitude de considérer et de traiter la répartition comme chose indépendante du mode de production, et en conséquence de représenter le socialisme comme tournant essentiellement autour de la répartition ⁽⁵⁰⁾. "

Mais cette expression métaphorique a une signification profonde. Ce droit est un " droit bourgeois " parce que c'est un droit " inégal ". Il est inégal, parce que la rétribution des travailleurs est inégale; en effet, celle-ci est proportionnelle à la contribution de chacun à la production. Cette contribution est inégale, parce que les individus sont inégaux, c'est-à-dire différents ; s'ils n'étaient pas inégaux, ils ne seraient pas des individus distincts. Ils sont inégaux aussi bien du point de vue des capacités que du point de vue des besoins. En rendant par conséquent à chacun " le même quantum de travail qu'elle a reçu de lui ", la société n'exploite personne ; mais elle n'en laisse pas moins subsister l'inégalité " naturelle " des individus, résultant de l'inégalité des capacités et des besoins de chacun.

Si aux nombres inégaux 4, 6, 8, j'ajoute des sommes égales je maintiens l'inégalité. Je la maintiens encore davantage si j'ajoute à ces mêmes nombres des sommes inégales proportionnelles à leur grandeur. Je ne peux arriver à l'égalité qu'en leur ajoutant des sommes inégales telles que le résultat de l'addition soit partout le même. Mais pour cela, sur le plan social, je ne peux plus prendre comme base la valeur produite par le travail. Sur cette base je ne pourrais jamais égaliser les individus. Il n'y a qu'une seule base sur laquelle " l'égalisation " des individus soit possible : c'est la satisfaction complète des besoins de chacun. Le seul point sur lequel deux individus humains peuvent devenir égaux, c'est qu'ils soient tous les deux saturés. C'est alors que l'on peut dire que " le résultat de l'addition est partout le même ", puisque nous sommes arrivés partout au même résultat : la satisfaction complète des besoins. Cette satisfaction des besoins, seule la phase supérieure de la société communiste pourra la procurer à ses membres. Jusque là, l'inégalité des individus se maintiendra, tout en s'estompant progressivement.

Marx exprime cette idée aussi d'une autre manière, également caractéristique : ce droit est bourgeois, parce que " dans sa teneur, il est fondé sur l'inégalité comme tout droit ". Le droit, par sa nature, ne peut consister que dans l'emploi d'une unité, qui ne peut être appliquée aux individus inégaux que par une abstraction, qui fait violence à ce qui est l'essence particulière de chaque individu, c'est-à-dire à ses caractéristiques spécifiques et uniques.

L'on voit donc facilement que " l'inégalité ", dont parlait Marx, n'avait rien à voir avec la grossière apologie de la bureaucratie que l'on essaya de faire en partant de ces idées. Entre cette " inégalité " et l'exploitation bureaucratique il y a le même rapport qu'entre le socialisme et les camps de concentration.

III. PROLÉTARIAT ET BUREAUCRATIE

A) *Caractères généraux*

Examinons maintenant le rapport fondamental de production dans l'économie russe. Ce rapport se présente, du point de vue juridique et formel, comme un rapport entre l'ouvrier et l' " Etat ". Mais l' " Etat " juridique est pour la sociologie une abstraction. Dans sa réalité sociale, l' " Etat " est tout d'abord l'ensemble des personnes qui constituent l'appareil étatique, dans toutes ses ramifications politiques, administratives, militaires, techniques, économiques, etc. L' " Etat " est donc, avant tout, une bureaucratie, et les rapports de l'ouvrier avec l' " Etat " sont en réalité des rapports avec cette bureaucratie. Nous nous bornons ici à constater un fait : le caractère stable et inamovible de cette bureaucratie dans son ensemble - non pas du point de vue intérieur, c'est-à-dire des possibilités et de la réalité des " épurations ", etc., mais du point de vue de son opposition à l'ensemble de la société, c'est-à-dire du fait qu'il y a une division de la société russe tout d'abord en deux catégories : ceux qui sont bureaucrates et ceux qui ne le sont pas et ne le deviendront jamais - allant de pair avec la structure totalitaire de l'État, enlève à la masse des travailleurs toute possibilité d'exercer la moindre influence sur la direction de l'économie et de la société en général. Le résultat en est que la bureaucratie dans son ensemble dispose complètement des moyens de production. Sur la

⁵⁰ K. Marx, *Critique du programme de Gotha*, p. 26.

signification sociologique de ce pouvoir et sur la caractérisation de la bureaucratie en tant que classe nous aurons à revenir par la suite.

Par le simple fait cependant qu'une partie de la population, la bureaucratie, dispose des moyens de production, une structure de classe est immédiatement conférée aux rapports de production. Dans cet ordre d'idées, le fait de l'absence de la " propriété privée " capitaliste ne joue aucun rôle ; la bureaucratie disposant collectivement des moyens de production, ayant sur ceux-ci le droit d'user, de jouir et d'abuser (pouvant créer des usines, les démolir, les concéder à des capitalistes étrangers, disposant de leur produit et définissant leur production) joue vis-à-vis du capital social de la Russie le même rôle que les gros actionnaires d'une société anonyme vis-à-vis du capital de celle-ci.

Deux catégories sociales se trouvent donc en présence : le prolétariat et la bureaucratie. Ces deux catégories entrent, en vue de la production, en des rapports économiques déterminés. Ces rapports sont des rapports de classe, en tant que la relation de ces deux catégories, avec les moyens de production, est totalement différente : la bureaucratie dispose des moyens de production, les ouvriers ne disposent de rien. La bureaucratie dispose non seulement des machines et des matières premières, mais aussi du fonds de consommation de la société. L'ouvrier est par conséquent obligé de " vendre " sa force de travail à l' " État ", c'est-à-dire à la bureaucratie; mais cette vente revêt ici des caractéristiques spéciales, sur lesquelles nous reviendrons sous peu. En tout cas, par cette " vente " se réalise le concours indispensable du travail vivant des ouvriers et du travail mort accaparé par la bureaucratie.

Examinons maintenant de plus près cette " vente " de la force de travail. Il est immédiatement évident que la possession en même temps des moyens de production et des moyens de coercition, des usines et de l'État, confère à la bureaucratie, dans cet " échange ", une position dominante. Tout comme la classe capitaliste la bureaucratie dicte ses conditions dans le " contrat de travail ". Mais les capitalistes dominent économiquement dans les cadres très précis que définissent, d'une part, les lois économiques régissant le marché, d'autre part, la lutte de classes. En est-il de même pour la bureaucratie ?

Il est visible que non. Aucune entrave objective ne limite les possibilités d'exploitation du prolétariat russe par la bureaucratie. Dans la société capitaliste, dit Marx, l'ouvrier est libre au sens juridique, et ajoute-t-il non sans ironie, dans tous les sens du terme. Cette liberté est tout d'abord la liberté de l'homme qui n'est pas entravé par une fortune, et en tant que telle équivaut du point de vue social à l'esclavage car l'ouvrier est obligé de travailler pour ne pas crever de faim, de travailler là où on lui donne du travail et sous les conditions qu'on lui impose. Pourtant, sa " liberté " juridique, tout en étant un leurre dans l'ensemble, n'est pas dépourvue de signification, ni socialement, ni économiquement. C'est elle qui fait de la force du travail une marchandise que l'on peut, en principe, vendre ou refuser (grève), ici ou ailleurs (possibilité de changer d'entreprise, de ville, de pays, etc.). Cette " liberté " et sa conséquence, l'intervention des lois de l'offre et de la demande, font que la vente de la force de travail ne se réalise pas dans des conditions dictées par le capitaliste ou sa classe, mais dans des conditions déterminées aussi dans une mesure importante, d'une part, par les lois et la situation du marché, d'autre part, par le rapport de force entre les classes. Nous avons vu plus haut que dans la période de décadence du capitalisme et de sa crise organique cet état de choses change et que particulièrement la victoire du fascisme permet au capital de dicter impérativement leurs conditions de travail aux travailleurs ; nous réservant de revenir plus loin sur cette question, qu'il nous suffise, ici, de remarquer qu'une victoire durable du fascisme, à une large échelle, amènerait certainement non seulement la transformation du prolétariat en une classe de modernes esclaves industriels, mais des profondes transformations structurelles de l'économie dans son ensemble.

De toute façon, on peut constater que l'économie russe se trouve infiniment plus près de ce dernier modèle que de celui de l'économie capitaliste concurrentielle, en ce qui concerne les conditions de la " vente " de la force de travail. Ces conditions sont exclusivement dictées par la bureaucratie, autrement dit elles sont déterminées uniquement par le besoin interne croissant en plus-value de l'appareil productif. L'expression " vente " de la force de travail n'a ici aucun contenu réel : sans parler du travail forcé proprement dit en Russie, nous pouvons dire que dans le cas du travailleur russe " normal ", " libre ", celui-ci ne dispose pas de sa propre force de travail, dans le sens où il en dispose dans l'économie capitaliste classique. L'ouvrier ne peut, dans l'immense majorité des cas, quitter ni l'entreprise où il travaille, ni la ville, ni le pays. Quant à la grève, on sait que sa conséquence la moins grave est la déportation dans un camp de travail forcé. Les passeports intérieurs, les livrets de travail et le M.V.D. rendent tout déplacement et tout changement de travail impossibles sans l'assentiment de la bureaucratie. L'ouvrier devient partie intégrante, fragment de l'outillage de l'usine dans laquelle il travaille. Il est lié à l'entreprise pire que ne l'est le serf à la terre ; il l'est comme l'est l'éclou à la machine. Le niveau de vie de la classe ouvrière peut désormais être déterminé - et la valeur de la force de travail en même temps - uniquement en fonction de l'accumulation et de la consommation improductive de la classe dominante.

Par conséquent, dans la " vente " de la force de travail, la bureaucratie impose unilatéralement et sans discussion possible ses conditions. L'ouvrier ne peut même formellement refuser de travailler ; il doit travailler sous les conditions qu'on lui impose. A part ça, il est parfois " libre " de crever de faim et toujours " libre " de choisir un mode de suicide plus intéressant.

Il y a donc rapport de classe dans la production, il y a exploitation aussi, et exploitation qui ne connaît pas de limites objectives ; c'est peut-être ce qu'entend Trotski, lorsqu'il dit que " le parasitisme bureaucratique n'est pas de l'exploitation au sens scientifique du terme ". Nous pensions savoir, quant à nous, que l'exploitation au sens scientifique du terme consiste en ce qu'un groupe social, en raison de sa relation avec l'appareil productif, est en mesure de gérer l'activité productive sociale et d'accaparer une partie du produit social sans participer directement au travail productif ou au-delà de la mesure de cette participation. Telle fut l'exploitation esclavagiste et féodale, telle est l'exploitation capitaliste. Telle est aussi l'exploitation bureaucratique. Non seulement elle est une exploitation au sens scientifique du terme, elle est encore une exploitation scientifique tout court, l'exploitation la plus scientifique et la mieux organisée dans l'histoire.

Constater l'existence de " plus-value ", en général, ne suffit certes pas ni pour prouver l'exploitation, ni pour comprendre le fonctionnement d'un système économique. On a, depuis longtemps, fait remarquer que, dans la mesure où il y aura accumulation dans la société socialiste, il y aura aussi " plus-value ", en tout cas décalage entre le produit du travail et le revenu du travailleur. Ce qui est caractéristique d'un système d'exploitation, c'est l'emploi de cette plus-value et les lois qui le régissent. La répartition de cette plus-value en fonds d'accumulation et fonds de consommation improductive de la classe dominante, comme aussi le

caractère et l'orientation de cette accumulation et ses lois internes, voilà le problème de base de l'étude de l'économie russe comme de toute économie de classe. Mais avant d'aborder ce problème, nous devons examiner les limites de l'exploitation, le taux réel de la plus-value et l'évolution de cette exploitation en Russie, en même temps que nous devons commencer l'examen des lois régissant le taux de la plus-value et son évolution, étant entendu que l'analyse définitive de ces lois ne peut être faite qu'en fonction des lois de l'accumulation.

B) Les limites de l'exploitation

Formellement, on peut dire que la fixation du taux de la " plus-value ", en Russie, repose sur l'arbitraire, ou mieux, sur le pouvoir discrétionnaire de la bureaucratie. Dans le régime capitaliste classique, la vente de la force de travail est formellement un contrat, soit individuel, soit convention collective ; derrière cet aspect formel se trouve le fait que ni capitaliste, ni ouvrier ne sont libres de discuter et de fixer à leur guise les conditions du contrat de travail ; en fait, à travers cette forme juridique, ouvrier et capitaliste ne font que traduire les nécessités économiques et exprimer concrètement la loi de la valeur. Dans l'économie bureaucratique, cette forme contractuelle " libre " disparaît : le salaire est fixé unilatéralement par l' " État ", c'est-à-dire par la bureaucratie. Nous verrons plus loin que la volonté de la bureaucratie n'est évidemment pas " libre " dans ce cas, comme nulle part ailleurs. Cependant, le fait même que la fixation du salaire et des conditions de travail dépend d'un acte unilatéral de la bureaucratie fait d'une part que cet acte peut traduire infiniment mieux les intérêts de la classe dominante, d'autre part, que les lois objectives régissant la fixation du taux de la " plus-value " s'en trouvent fondamentalement altérées.

Cette étendue du pouvoir discrétionnaire de la bureaucratie, en ce qui concerne la définition du salaire et des conditions du travail en général, soulève tout de suite une question importante : dans quelle mesure la bureaucratie, si l'on suppose qu'elle tend à poursuivre le maximum d'exploitation, rencontre des entraves à son activité visant à extorquer la plus-value, dans quelle mesure il existe des limites à son activité exploiteuse ?

Il devient clair que des limites résultant d'une application quelconque de la " loi de la valeur ", telle que celle-ci existe et fonctionne dans l'économie capitaliste concurrentielle, ne peuvent pas exister, comme nous l'avons exposé plus haut, dans le cas de l'économie bureaucratique. La " valeur de la force de travail ", c'est-à-dire, en définitive, le niveau de vie de l'ouvrier russe, devient, dans ce cadre économique (en l'absence d'un marché du travail et de toute possibilité de résistance de la part du prolétariat) une notion infiniment élastique et façonnable presque à souhait par la bureaucratie. Ceci fut démontré d'une manière éclatante dès le début de la période des " plans quinquennaux ", c'est-à-dire de la bureaucratization intégrale de l'économie. En dépit de l'énorme augmentation du revenu national, survenue à la suite de l'industrialisation, une chute monstrueuse du niveau de vie des masses se fit jour, allant évidemment de pair avec un accroissement, d'une part, de l'accumulation, d'autre part, des revenus bureaucratiques ⁽⁵¹⁾.

On pourrait penser qu'une limitation " naturelle " inéluctable s'impose à l'exploitation bureaucratique, celle qui serait dictée par le " minimum physiologique " du niveau de vie d'un travailleur, c'est-à-dire par la limite imposée par les besoins élémentaires de l'organisme humain. Effectivement, malgré sa bonne volonté illimitée en matière d'exploitation, la bureaucratie est contrainte de laisser à l'ouvrier russe deux mètres carrés d'espace habitable, quelques kilos de pain noir par mois et les haillons imposés par le climat russe. Mais cette restriction ne signifie pas grand-chose : d'abord cette limite physiologique elle-même est dépassée, assez souvent, comme le montre la prostitution des ouvrières, le vol systématique dans les usines et un peu partout, etc. D'autre part, disposant d'une vingtaine de millions de travailleurs dans les camps de concentration, pour lesquels elle ne dépense pratiquement rien, la bureaucratie manie gratuitement une masse considérable de main-d'œuvre. Enfin, ce qui est le plus important, comme l'a démontré la récente guerre, même à ceux qui pourraient en douter, rien de plus élastique que la " limite physiologique " de l'organisme humain; l'expérience, aussi bien des camps de concentration que des pays plus particulièrement éprouvés par l'occupation, a montré combien l'homme a la peau dure. Par ailleurs, la haute productivité du travail humain ne rend pas toujours nécessaire le recours à un abaissement physiologiquement critique du niveau de vie.

Une autre limitation apparente à l'activité exploiteuse de la bureaucratie semble résulter de la " rareté relative " de certaines catégories de travail spécialisé, dont elle serait obligée de tenir compte. Elle devrait par conséquent, régler les salaires de ces branches d'après la pénurie relative de ces catégories de travail qualifié. Mais ce problème, n'intéressant en définitive que certaines catégories, sera examiné plus loin, car il concerne directement la création de couches semi-privilégiées ou privilégiées et en tant que tel touche beaucoup plus à la question des revenus bureaucratiques qu'à celle des revenus ouvriers.

C) La lutte pour la plus-value

Nous avons dit plus haut que la lutte de classes ne peut pas intervenir directement dans la fixation du salaire en Russie, étant donné le ligotage du prolétariat en tant que classe, l'impossibilité totale de la grève, etc. Cela, cependant, ne signifie nullement, ni que la lutte de classes n'existe pas dans la société bureaucratique, ni surtout qu'elle reste sans effet sur la production. Mais ses effets sont complètement différents des effets qu'elle peut avoir dans la société capitaliste classique.

Nous nous bornerons ici à deux de ses manifestations qui se lient, plus ou moins indirectement, à la répartition du produit social. La première c'est le vol - vol d'objets attachant directement à l'activité productrice, d'objets finis ou semi-finis, de matières premières ou de pièces de machine - dans la mesure où ce vol prend des proportions de masse et où une partie relativement importante de la classe ouvrière supplée à l'insuffisance terrible de son salaire par le produit de la vente des objets volés. Malheureusement, l'insuffisance des renseignements ne permet pas de s'exprimer actuellement sur l'étendue de ce phénomène et par conséquent sur son caractère social. Mais il est évident que, dans la mesure où le phénomène prend une extension tant soit peu importante, il traduit une réaction de classe - subjectivement justifiée, mais objectivement sans issue - tendant à modifier

⁵¹ L'étude de l'évolution de l'exploitation à travers les plans quinquennaux sera faite dans un autre texte.

dans une certaine mesure la répartition du produit social. Ce fut, semble-t-il, le cas surtout pendant la période entre 1930 et 1937⁽⁵²⁾.

La deuxième manifestation que nous pouvons mentionner ici, c'est " l'indifférence active " quant au résultat de la production, indifférence qui se manifeste aussi bien sur le plan de la quantité que sur celui de la qualité. Le ralentissement de la production, même lorsqu'il ne prend pas une forme collective, consciente et organisée (" grève perlée "), mais garde un caractère individuel, semi-conscient, sporadique et chronique est déjà dans la production capitaliste une manifestation de la réaction ouvrière contre la surexploitation capitaliste, manifestation qui devient d'autant plus importante que le capitalisme ne peut réagir à sa crise résultant de la baisse du taux de profit qu'en augmentant la plus-value relative, c'est-à-dire en intensifiant de plus en plus le rythme de la production. Pour des causes en partie analogues et en partie différentes, que nous examinerons plus tard, la bureaucratie est obligée de pousser au maximum cette tendance du capital dans la production. On conçoit dès lors que la réaction spontanée du prolétaire surexploité soit, dans la mesure où la coercition policière et économique (paiement aux pièces) le lui permet, de ralentir le rythme de la production. De même en ce qui concerne la qualité de la production. L'étendue ahurissante des malfaçons dans la production russe et surtout leur caractère chronique, ne peuvent s'expliquer uniquement ni par le " caractère arriéré " du pays (qui a pu jouer un rôle sous ce rapport au début, mais qui déjà avant la guerre ne pouvait plus être sérieusement pris en considération) ni par la gabegie bureaucratique, malgré l'étendue et le caractère croissant de cette dernière. La malfaçon consciente ou inconsciente - le dol incident, si l'on peut dire, quant au résultat de la production - ne fait que matérialiser l'attitude de l'ouvrier face à une production et à un régime économiques qu'il considère comme complètement étrangers, davantage même, foncièrement hostiles à ses intérêts les plus concrets.

Il est cependant impossible de terminer ce paragraphe sans dire quelques mots concernant la signification plus générale de ces manifestations du point de vue historique et révolutionnaire. Si l'on a là des réactions de classe subjectivement saines et certainement impossibles à critiquer, on doit néanmoins en voir l'aspect objectivement rétrograde, au même titre, par exemple, que dans le bris des machines par les ouvriers désespérés dans la première période du capitalisme. A la longue, si une autre issue n'est pas offerte à la lutte de classe du prolétariat soviétique, ces réactions ne peuvent qu'entraîner sa déchéance et sa décomposition politique et sociale. Mais cette autre issue ne peut évidemment pas, dans les conditions du régime totalitaire russe, être constituée par des combats partiels quant à leur sujet et à leur objet, comme les grèves revendicatives, que ces conditions rendent par définition impossibles, mais uniquement par la lutte révolutionnaire. Cette coïncidence objective des buts minimaux et des buts maximaux, devenue également une caractéristique fondamentale de la lutte prolétarienne dans les pays capitalistes, nous retiendra longuement par la suite.

Ce sont ces réactions qui nous mènent à soulever un autre problème fondamental pour l'économie bureaucratique : celui de la contradiction existant dans les termes mêmes de l'exploitation intégrale. La tendance vers la réduction du prolétariat à un simple rouage de l'appareil productif, dictée par la baisse du taux du profit, ne peut qu'entraîner parallèlement une crise terrible de la productivité du travail humain, dont le résultat ne peut être que la réduction du volume et l'abaissement de la qualité de la production elle-même, c'est-à-dire l'accentuation jusqu'au paroxysme des facteurs de crise de l'économie d'exploitation. Nous nous contentons ici d'indiquer ce problème, qui sera longuement examiné plus loin.

D) La répartition du revenu national consommable

Il est manifestement impossible de procéder à une analyse rigoureuse du taux d'exploitation et du taux de la plus-value dans l'économie russe actuelle. Les statistiques concernant la structure des revenus et le niveau de vie des différentes catégories sociales, ou dont on pourrait indirectement déduire ces valeurs, ont cessé d'être publiées pour la plupart immédiatement après le début de la période des plans, et toutes les données relatives sont systématiquement cachées par la bureaucratie aussi bien au prolétariat russe qu'à l'opinion mondiale. On peut moralement déduire déjà de ce fait que cette exploitation est au moins aussi lourde que dans les pays capitalistes. Mais on peut arriver à un calcul plus exact de ces valeurs, basé sur des données générales qui nous sont connues et que la bureaucratie ne peut pas cacher.

On peut, en effet, arriver à des résultats certains en se basant sur les données suivantes : d'une part le pourcentage de la population que constitue la bureaucratie, d'autre part le rapport de la moyenne des revenus bureaucratiques à la moyenne des revenus de la population travailleuse. Il est évident qu'un tel calcul ne peut être qu'approximatif, mais en tant que tel il est incontestable. Par ailleurs, les contestations ou protestations de la part des staliniens ou des cryptostaliniens sont irrecevables : qu'ils demandent d'abord la publication de statistiques vérifiées sur ce sujet à la bureaucratie russe. On pourra ensuite discuter avec eux.

En ce qui concerne d'abord le pourcentage de la population, formé par la bureaucratie, nous nous référons au calcul de Trotski dans *La Révolution trahie* ⁽⁵³⁾. Trotski donne des chiffres allant de 12 à 15 % jusqu'à 20 % de l'ensemble de la population pour la bureaucratie (appareil étatique et administratif supérieur, couches dirigeantes des entreprises, techniciens et spécialistes, personnel dirigeant des kolkhoz, personnel du parti, stakhanovistes, activistes sans parti, etc.) Les chiffres de Trotski n'ont jamais été contestés jusqu'ici ; comme Trotski le fait remarquer, ils ont été calculés à l'avantage de la bureaucratie (c'est-à-dire en réduisant les proportions de cette dernière) pour éviter des discussions sur des points secondaires. Nous retiendrons le résultat moyen de ces calculs, en admettant que la bureaucratie constitue approximativement 15 % de la population totale.

Quelle est la moyenne des revenus de la population travailleuse ? D'après les statistiques officielles russes, le " salaire moyen annuel ", " constaté, comme l'observe Trotski ⁽⁵⁴⁾, en réunissant les salaires du trust et de la balayeuse, était, en 1935, de 2 300 roubles et devait atteindre, en 1936, environ 2 500 roubles... Ce chiffre, des plus modestes, s'amenuise encore si

⁵² Sur le vol pendant cette période, voir les ouvrages de Ciliga, V. Serge, etc.

⁵³ Pp. 137-145.

⁵⁴ *La Révolution trahie*, p. 126.

l'on tient compte du fait que l'augmentation des salaires, en 1936, n'est qu'une compensation partielle pour la suppression des prix de faveur et de la gratuité de divers services. Le principal, en tout ceci, c'est encore que le chiffre de 2 500 roubles par an, soit 208 roubles par mois, n'est qu'une moyenne, c'est-à-dire une fiction arithmétique destinée à masquer la réalité d'une cruelle inégalité dans la rétribution du travail. Passons sur cette infecte hypocrisie, consistant à publier des statistiques " du salaire moyen " (comme si dans un pays capitaliste, on publiait des statistiques concernant **uniquement** le revenu individuel moyen et on voulait ensuite juger la situation sociale de ce pays d'après ce revenu moyen !) et retenons ce chiffre de 200 roubles par mois. En réalité, le salaire minimum ⁽⁵⁵⁾ n'est que de 110 à 115 roubles par mois.

Quid maintenant en ce qui concerne les revenus bureaucratiques ? Selon Bettelheim ⁽⁵⁶⁾ " beaucoup de techniciens, d'ingénieurs, de directeurs d'usine, touchent de 2 000 à 3 000 roubles par mois, soit de 20 à 30 fois plus que les ouvriers les moins payés... ". Parlant ensuite des " rémunérations plus élevées " encore, mais " plus rares ", il cite des revenus allant de 7 000 à 16 000 roubles par mois (160 fois le salaire de base !) que peuvent gagner facilement des cinéastes ou des écrivains en vogue. Sans aller jusqu'aux sommets de la bureaucratie politique (président et vice-présidents du Conseil de l'Union et du Conseil des Nationalités, qui touchent 25 000 roubles par mois, 250 fois le salaire de base : ceci équivaldrait, en France, si le minimum de salaire est de 15 000 francs par mois, à 45 millions par an pour le Président de la République ou de la Chambre et, aux États-Unis, si le salaire minimum est de 150 dollars par mois, à 450 000 dollars par an pour le Président de la République. Celui-ci, ne recevant que 75 000 dollars par an, doit envier son collègue russe, qui a un revenu comparativement six fois supérieur au sien : quant à M. Vincent Auriol, qui ne reçoit que 6 millions de francs par an, c'est-à-dire 13 % de ce qui lui reviendrait si l'économie française était " collectivisée ", " planifiée " et " rationalisée ", en un mot vraiment progressive, il fait dans l'histoire figure de parent pauvre), nous n'en retiendrons que la rémunération des députés " qui touchent 1 000 roubles par mois, plus 150 roubles par jour pendant la durée des sessions " ⁽⁵⁷⁾. Si l'on suppose dix jours de session par mois, ces chiffres donnent une somme de 2 500 roubles par mois, c'est-à-dire de 25 fois le salaire le plus bas et de 12 fois le " salaire moyen théorique ". D'après Trotski, les stakhanovistes moyens gagnent au moins 1 000 roubles par mois (c'est précisément pourquoi on les appelle " les mille ") et il y en a même qui gagnent plus de 2 000 roubles par mois ⁽⁵⁸⁾, c'est-à-dire de 10 à plus de 20 fois le salaire minimum. L'ensemble de ces éléments est plus que confirmé par les données qu'on peut trouver chez Kravchenko ; des informations de celui-ci, il résulte que les chiffres donnés plus haut sont extrêmement modestes, et qu'il faudrait les doubler ou les tripler pour arriver à la vérité en ce qui concerne le salaire en argent. Soulignons, d'autre part, que nous ne tenons pas compte des avantages en nature ou indirects concédés aux bureaucrates en tant que tels (habitations, voiture, services, maisons de santé, coopératives d'achat bien fournies et meilleur marché) qui foment une part du revenu bureaucratique au moins aussi importante que le revenu en argent.

On peut donc prendre comme base de calcul une différence de revenus moyens ouvriers et bureaucratiques de 1 à 10. Ce faisant, nous agissons en réalité en avocats de la bureaucratie, car nous prendrons le " salaire moyen " donné par les statistiques russes de 200 roubles, dans lequel entre, pour une proportion importante, le revenu bureaucratique, comme indice du salaire ouvrier, en 1936, et le chiffre de 2 000 roubles par mois (le chiffre le moins élevé cité par Bettelheim) comme *moyenne* des revenus bureaucratiques. En fait, nous aurions le droit de prendre comme salaire moyen ouvrier celui de 150 roubles par mois (c'est-à-dire la moyenne arithmétique entre le salaire minimum de 100 roubles et le " salaire moyen " contenant aussi les salaires bureaucratiques) et comme salaire moyen bureaucratique celui au moins de 4 500 roubles par mois, auquel on arrive si l'on ajoute au salaire " normal " des ingénieurs, directeurs d'usine et techniciens, indiqué par Bettelheim (de 2 000 à 3 000 roubles par mois) autant de services dont le bureaucrate profite en tant que tel, mais qui ne sont pas contenus dans le salaire en argent. Ceci nous donnerait une différence de 1 à 30 entre le salaire ouvrier moyen et le salaire bureaucratique moyen. Il est pratiquement certain que la différence est encore plus grande. Cependant, nous établirons notre calcul successivement sur ces deux bases, pour n'en retenir en définitive pour le reste de ce texte, que les chiffres les moins accablants pour la bureaucratie, c'est-à-dire ceux résultant de la base 1 à 10.

Si nous supposons donc que 15 % de la population ont un revenu 10 fois plus élevé en moyenne que les autres 85 %, le rapport entre les revenus totaux de ces deux couches de la population sera comme 15 X 10 : 85 X 1, ou 150 : 85. Le produit social consommable est donc réparti dans ce cas de la manière suivante : 63 % pour la bureaucratie, 37 % pour les travailleurs. Cela signifie que si la valeur des produits consommables est annuellement de 100 milliards de roubles, 63 milliards en sont consommés par la bureaucratie (formant 15 % de la population) et il reste 37 milliards de produits pour les autres 85 %.

Si maintenant nous voulons prendre une base de calcul plus réelle, celle de la proportion de 1 à 30 entre le revenu moyen ouvrier et le revenu moyen bureaucratique, nous en arrivons à des chiffres effarants. Le rapport entre les revenus totaux des deux couches de la population sera dans ce cas comme 15 X 30 : 85 X 1, ou 450 : 85. Le produit social consommable sera donc réparti, dans ce cas, dans les proportions de 84 % pour la bureaucratie et de 16 % pour les travailleurs. Sur une valeur de production annuelle de 100 milliards de roubles, 84 milliards seront consommés par la bureaucratie et 16 milliards par les travailleurs. 15 % de la population consommeront les 85 % du produit consommable, et 85 % de la population disposeront des autres 15 % de ce produit. On conçoit donc que Trotski lui-même arrive à écrire ⁽⁵⁹⁾ : " Par l'inégalité dans la rétribution du travail, l'U.R.S.S. a rejoint et largement dépassé les pays capitalistes ! " Encore faut-il dire qu'il ne s'agit pas là de " rétribution du travail " - mais sur ceci nous reviendrons plus loin.

⁵⁵ Bettelheim, *La Planification soviétique*, p. 62.

⁵⁶ *Ibid.*

⁵⁷ Bettelheim, *La Planification soviétique*, p. 62.

⁵⁸ *La Révolution trahie*, p. 127.

⁵⁹ *La Révolution trahie*, pp. 127-128.

E) Travail simple et travail qualifié

Pour la totalité des apologistes du stalinisme, et même pour ceux qui, comme Trotski, persistent à voir dans la structure de l'économie bureaucratique une solution, peut-être erronée, mais imposée par la conjoncture historique, des problèmes de " l'économie de transition ", la distinction entre la valeur du travail simple et celle du travail qualifié comme aussi la " rareté " de ce dernier, servent comme base commode d'explication et (dans le cas des staliniens avoués) de justification de l'exploitation bureaucratique. C'est aussi le cas de cet avocat discret de la bureaucratie, qu'est M. Bettelheim, dont nous aurons fréquemment l'occasion de contrôler les raisonnements au cours de ce chapitre.

Dès le début de son livre, *Les Problèmes théoriques et pratiques de la planification*, au long duquel cet honorable économiste oscille constamment - et consciemment - entre l'exposition des problèmes d'une " économie planifiée pure " et ceux de l'économie russe, M. Bettelheim nous dit quelle fut son hypothèse méthodique en ce qui concerne la rémunération du travail.

" Pour la simplification de l'exposé, nous avons pris comme hypothèse l'existence d'un " marché libre " du travail avec une différenciation des salaires destinée à orienter les travailleurs vers les différentes branches et qualifications conformément aux exigences du plan. Mais rien ", ajoute-t-il, " n'empêche d'envisager qu'à un certain stade du développement de la planification on puisse tendre vers l'égalité des salaires et substituer l'orientation professionnelle et des stimulants non pécuniaires (plus ou moins grande durée de la journée (le travail) à l'action de la différenciation des salaires ⁽⁶⁰⁾. "

Ainsi, *en l'absence d'une autre explication*, le lecteur verra dans ce but " purement " économique : l'orientation des travailleurs vers les différentes branches de la production conformément aux exigences du plan, *la cause essentielle* de la monstrueuse différenciation des revenus en Russie. A remarquer la grossière subtilité du procédé : M. Bettelheim ne nous dit pas : voilà la cause de la différenciation ; il préfère ne rien dire sur les causes concrètes et le caractère de la différenciation actuelle des revenus en Russie. Ce " marxiste " se complait à bavarder au long de 334 pages sur tous les aspects de la " planification soviétique " hormis son aspect social de classe. Mais comme d'autre part il dit bien que dans sa planification " pure " on doit présupposer " une différenciation des salaires destinée à orienter les travailleurs ", différenciation que, par ailleurs, " rien n'empêcherait à un certain stade du développement de la planification " de remplacer par l'orientation professionnelle, la moindre durée de la journée de travail, etc. - le fondement " scientifique " est immédiatement fourni aussi bien à la paresse du lecteur qu'à la malice du propagandiste. Malice que M. Bettelheim lui-même a déployée devant nous en écrivant ses articles dans la *Revue Internationale* où il nous expliquait les " privilèges " de la bureaucratie en Russie comme résultant du caractère arriéré du pays et plus généralement de lois économiques incoercibles régissant l'économie de transition.

Nous aussi, qui, en matérialistes sordides, avons cette terrible déformation de ne point parvenir à nous intéresser aux problèmes éthérés de la " planification pure " et de " l'économie de transition *überhaupt* ", mais voulons connaître la réalité sociale concrète en Russie, nous sommes tentés de déduire des principes transcendants de M. Bettelheim une explication concrète de la différenciation des revenus en Russie. Ce que nous pouvons en conclure, c'est que la différenciation des salaires fut nécessaire pour orienter les travailleurs vers les branches de la production vis-à-vis desquelles ceux-ci se montraient spécialement récalcitrants ou vers des qualifications qu'ils se montraient peu disposés à acquérir, que ces manifestations sont fréquentes et naturelles dans une " économie de transition héritant d'un bas niveau des forces productives ", et qu'elles peuvent être par la suite surmontées, la politique de différenciation des salaires y aidant.

A première vue, cependant, ce tableau nous paraît peu persuasif et nous commençons à soupçonner aussi dans ce cas l'influence déterminante de " raisons historiques particulières " (analogues peut-être à celles qui ont conduit la planification russe, de l'aveu de M. Bettelheim, à se fixer comme but non pas " l'obtention d'un maximum de satisfaction économique ", mais " dans une certaine mesure (?) la réalisation du potentiel militaire maximum "). Raisons historiques particulières, sans aucun doute, et le diable sait si l'âme slave n'y prend pas une part importante. Car, après tout, ce que l'on observe en Russie, c'est que sont rémunérés beaucoup plus fortement les travaux pour lesquels personne, en principe, dans le reste du monde, n'éprouverait une répulsion particulière : directeur d'usine, par exemple, ou président de kolkhoz, colonel ou général, ingénieur ou directeur de ministère, ministre ou sous-chef général des peuples, etc. Il ne nous reste donc qu'à supposer que les Russes, avec leur masochisme bien connu et leur complexe d'autopunition dostoïevskienne répugnent aux " travaux " agréables, confortables, voyants (et bien payés), étant attirés irrésistiblement par la tourbe, le ramassage des ordures et la chaleur des hauts fourneaux, et que pour arriver, à grand-peine, à en persuader quelques-uns d'être directeurs d'usines, par exemple, il a fallu leur promettre des salaires exorbitants. Pourquoi pas, après tout ? Tolstoï n'était-il pas un Grand-russien pur sang, lui qui s'enfuit de son château comtal pour aller mourir comme un crève-la-faim dans un monastère ?

Mais si les plaisanteries ne sont pas de notre goût, nous serons obligés de constater au moins :

1. Que la différenciation des revenus en Russie n'a rien à voir avec le caractère agréable ou non du travail (auquel fait visiblement allusion M. Bettelheim lorsqu'il parle de " plus ou moins grande durée de la journée de travail ") mais que les travaux sont rémunérés en raison inverse de leur désagrément et de leur caractère pénible;
2. Qu'en ce qui concerne la " pénurie du travail qualifié ", nous n'acceptons pas, vingt ans après le début de planification, d'être renvoyés au " bas niveau des forces productives hérité du passé " et que nous demandons au moins de voir comment ont évolué cette pénurie elle-même et la différenciation des revenus qui soi-disant en résulte ;
3. Que nous devons aussi examiner quelle peut être l'action de la différenciation des salaires sur cette pénurie en général. En un mot, nous refusons d'être ramenés de Marx à Jean-Baptiste Say, Bastiat et les autres " harmonistes " et de croire que l'existence même d'un revenu prouve sa justification naturelle et nécessaire par le jeu de l'offre et de la demande.

Non seulement dans une économie planifiée, mais dans toute économie supposant une division sociale étendue du travail (c'est-à-dire ayant dépassé le stade de l'économie naturelle), se pose le problème, d'une part, de la base objective de la différenciation des revenus dus au travail d'après le caractère spécifique du travail en question (c'est-à-dire des variations du prix et de la valeur

⁶⁰ *Les Problèmes théoriques, etc.*, p. 3, note.

de la force de travail concrétisée dans une production spécifique), d'autre part, du "recrutement" stable et permanent des différentes branches de la production en force de travail. Nous aborderons ces deux problèmes sous un angle général, en commençant par leur solution dans l'économie capitaliste, pour les examiner ensuite dans le cadre d'une économie socialiste et de son antipode. l'économie bureaucratique russe.

①

a) La loi de la valeur s'applique, selon Marx et comme il est bien connu, à la marchandise "force de travail" elle-même. Toutes conditions égales par ailleurs (pour un pays, une époque, un niveau de vie, etc., donnés) la différence entre la valeur de deux forces de travail spécifiques concrètes revient à la différence des "coûts de production" de chaque force de travail spécifique. Grosso modo, ce "coût de production" comprend, d'une part, les frais d'apprentissage proprement dits, qui en sont la partie la moins importante, et, d'autre part, *le temps d'apprentissage*, ou, plus exactement, le temps non productif de la vie du travailleur spécifique en question, temps écoulé avant son entrée dans la production. Ce temps doit être "amorti" pendant la période productive de la vie du travailleur : ce qui se fait dans la société capitaliste, non pas sous la forme de "remboursement" des frais d'éducation et d'apprentissage par le travailleur à ses parents, mais sous la forme de la reproduction de la même (ou une autre analogue) spécification de la force de travail, c'est-à-dire par le fait que le travailleur élève ses enfants, et, dans l'hypothèse d'une reproduction simple, au même nombre et au même niveau de qualification.

Si donc on suppose que le prix de la force de travail coïncide avec sa valeur, on constate facilement que les différences de salaire dans la société capitaliste se meuvent dans des limites assez étroites. En effet, prenons les deux cas extrêmes, c'est-à-dire celui d'un manœuvre dont l'occupation ne requiert aucun apprentissage et qui commence à travailler au début de sa treizième année, qui par conséquent doit amortir pendant le reste de sa vie douze années de vie improductive, et celui d'un médecin, qui finit ses études à l'âge de 30 ans, et qui doit amortir durant le reste de sa vie trente années de vie improductive. Supposons que les deux travailleurs en question doivent s'arrêter de travailler tous les deux à l'âge de 60 ans, et laissons de côté le problème de leur entretien pendant les dernières années de leur vie. Si nous admettons de plus arbitrairement que le coût d'entretien d'un individu pendant l'enfance et l'âge mûr est le même, et en prenant comme unité le coût de production de la force de travail dépensée pendant une année à l'âge mûr, la valeur d'une année de force de travail pour le manœuvre sera $1 + 12/48$, tandis que pour le médecin elle ira jusqu'à $1 + 30/30$. Donc, si la loi de la valeur doit fonctionner en plein ici, la différence de salaire du manœuvre n'ayant aucune qualification et celle du travailleur ayant la qualification la plus haute possible sera de $60/48$ à $60/30$, moins que du simple au double (1,25 à 2). En réalité elle devrait être moindre, car la supposition arbitraire que nous avons faite en posant le "coût de production" d'une année de vie de l'enfant comme égal à celui d'une année de l'âge mûr favorise le travail qualifié; si l'on prend comme base un coût moindre pour les années d'enfance, nous arrivons, comme on peut le voir facilement, à un éventail moins écarté encore.

Mais nous laissons de côté ce facteur, pour compenser le fait que nous ne tenons pas compte des frais d'apprentissage proprement dits (frais de scolarité, livres ou instruments individuels, etc.). Comme nous l'avons déjà dit, l'importance de ces frais est minime, car même dans le cas de la formation la plus coûteuse (formation universitaire) ils ne dépassent jamais 20 % des dépenses totales de l'individu⁶¹.

En fait, dans la situation concrète de la société capitaliste, les choses se passent d'une manière assez différente : de multiples facteurs y interviennent, tous liés d'ailleurs à la *structure de classe* de cette société, qui ici, comme partout ailleurs, surdétermine l'économie "pure". Parmi ces facteurs les plus importants sont :

1. Le niveau de vie différent des diverses catégories, "historiquement donné" ;
2. L'orientation consciente des couches dirigeantes vers une structure pyramidale des revenus venant du travail, pour des raisons que nous analyserons plus bas ;
3. Par-dessus tout, le monopole exercé sur l'éducation par les "classes aisées", monopole s'exprimant par une grande multiplicité de manières, mais déjà sous son aspect le plus grossier et le plus vrai par la difficulté insurmontable de la "mise de fonds" initiale pour l'éducation ou l'apprentissage de l'enfant dans une famille ouvrière.

Néanmoins, même dans ce cadre de classe, les tendances du développement économique ont pris à la longue le dessus, et les différences de salaire entre le prolétariat manuel et le prolétariat intellectuel, par exemple, se sont considérablement réduites, dans certains cas même sont retombées en deçà de la différenciation imposée par la loi de la valeur (cf. instituteurs et employés en général en France). La tendance générale dans les pays dits "civilisés" s'exprime par la pléthore relative de travailleurs intellectuels.

b) En ce qui concerne le deuxième point, c'est-à-dire le recrutement stable des différentes branches de la production en travailleurs spécifiques, point n'est besoin de se reporter à un principe économique à part pour l'expliquer : on peut dire, qu'en général, la loi des grands nombres explique en même temps qu'elle garantit la stabilité de ce recrutement. Un philistin pourrait s'étonner de ce qu'il y a toujours suffisamment de gens qui "acceptent" d'être des boueux, malgré le caractère dégoûtant du métier et sa rémunération au-dessous de la moyenne; la convergence d'une infinité de processus individuels d'exploitation et d'aliénation dans la société capitaliste suffit pour assurer normalement ce résultat, autrement miraculeux.

Supposons cependant qu'une "irrégularité" survienne de ce point de vue, le mécanisme des prix interviendra en principe pour rétablir l'état "normal" des choses : une modique augmentation du salaire des branches sous-peuplées y ramènera la force de travail nécessaire, que chassera de la branche ou des branches relativement saturées une baisse analogue de la rémunération. Ces variations n'affecteront que le prix de la force de travail, et nullement sa valeur, parce qu'elles ne modifieront en rien par elles-mêmes le coût de production de celle-ci. Ceci même explique le caractère limité, quant au montant et à la durée, de telles

⁶¹ Nous ne parlons pas ici des occupations ayant un caractère de "monopole absolu" : artistes, inventeurs, génies en tout genre, etc. Nous considérons comme positivement établi que dans la société actuelle - sans parler d'une société socialiste - il y a suffisamment d'individus pouvant accomplir avec succès tous les travaux spécifiques existants.

variations du prix de la force de travail. Là par contre où la "pénurie" en force de travail spécifique concerne une force de travail exigeant une qualification poussée, c'est-à-dire, en définitive, exigeant une nouvelle "production" partielle de force de travail, production qui rencontre d'autres obstacles, et essentiellement celui de la mise de fonds préalable par des gens qui ne disposent ni de capitaux ni de la possibilité d'emprunter, des mécanismes beaucoup plus complexes entrent en jeu. D'abord, une élévation plus importante du prix de ces forces de travail se chargera d'éliminer une partie de la demande de cette catégorie de travail et d'assurer l'équilibre de la demande subsistante avec l'offre. Ensuite, la société capitaliste sera obligée, vu l'impossibilité pour la classe ouvrière de disposer elle-même du capital initial nécessaire pour arriver à la production supplémentaire d'une force de travail qualifiée, de consacrer une partie (évidemment minime) de la plus-value à la production de cette force de travail supplémentaire (écoles d'apprentissage, bourses d'études, etc.). La modicité extrême des sommes dépensées par la bourgeoisie dans ce but est la preuve du caractère restreint et de l'importance très limitée de ces cas dans une société capitaliste relativement développée.

2

a) Voilà en ce qui concerne le cas de la production capitaliste. Voici maintenant le problème dans le cadre d'une économie socialiste. Supposons - comme le veut M. Bettelheim - que cette société applique consciemment la loi de la valeur, et, de plus, avec sa forme et son contenu capitalistes (supposition qui, en ce qui concerne la comparaison avec le cas russe, est à l'avantage de la bureaucratie), c'est-à-dire donne aux travailleurs non pas, comme le disait Marx dans la *Critique du programme de Gotha*, l'équivalent sous une autre forme du travail que ceux-ci ont fourni à la société moins les défalcons nécessaires (c'est-à-dire essentiellement les valeurs destinées à l'accumulation) mais l'équivalent de la valeur de leur force de travail, c'est-à-dire les paie comme une *entreprise capitaliste "pure"*. (Nous verrons plus tard les contradictions internes de cette solution qui est cependant, d'une manière inavouée, la prémisse théorique de M. Bettelheim.) Dans ce cas, comme on l'a vu plus haut, le maximum des différences qui seraient "économiquement nécessaires" entre les salaires serait au plus de 1 à 2 (en réalité, comme nous l'avons vu, de moins). Aucun des facteurs altérant le fonctionnement de cette loi dans la société capitaliste n'entrerait alors en jeu : le monopole sur l'éducation serait aboli, la société n'aurait aucune raison pour pousser à la différenciation des revenus, mais toutes les raisons pour amoindrir cette différenciation, enfin le "niveau de vie spécifique hérité du passé" des différentes branches ne serait pas pris en considération (comme on le verra par la suite, il n'a en fait joué aucun rôle dans le cas russe, où on a procédé à la création de nouveau d'un niveau de vie surélevé pour les couches privilégiées).

b) Quid maintenant en ce qui concerne la "pénurie" éventuelle de certaines branches de la production en force de travail ? Comme nous l'avons déjà indiqué, ce n'est pas la différenciation des rémunérations qui garantit dans une société capitaliste le recrutement stable des différentes branches en force de travail dans la proportion qui leur est nécessaire. Nous allons passer en revue les trois cas principaux d'une telle "pénurie" qui peuvent se présenter.

Le premier cas est celui des travaux particulièrement pénibles, désagréables ou malsains. Il ne nous semble pas que ce cas posera un problème particulièrement difficile à résoudre pour l'économie socialiste. D'une part, son étendue est limitée, d'autre part, l'économie socialiste héritera de la situation de la production capitaliste, dans laquelle le problème est déjà en règle générale résolu. De toute façon, la société devra offrir aux travailleurs de ces branches une compensation, essentiellement sous la forme d'une durée moindre de la journée de travail, et subsidiairement sous la forme d'une rémunération supérieure à la moyenne. Déjà actuellement, en tout cas en France et aux U.S.A., le salaire des mineurs s'élève au-dessus de la moyenne du salaire des branches requérant une qualification analogue mais cet excédent ne dépasse pas 50 % du salaire moyen.

Le deuxième cas est celui d'une pénurie temporaire dont peuvent éventuellement souffrir certaines branches, pénurie en force de travail non qualifiée ou, en général, pénurie qui peut être comblée par un simple déplacement de travailleurs, sans exiger une nouvelle spécification de la force de travail existante. Ici, un "stimulant" pécuniaire serait indispensable pour une certaine période afin de rétablir l'équilibre; une réduction de la durée du travail serait contradictoire dans ce cas avec le but à atteindre. Mais cette augmentation resterait dans des limites assez étroites, des variations de 10 à 20 % suffisant amplement, comme le montre l'exemple de l'économie capitaliste, pour amener le résultat désiré.

Reste le troisième cas, qui est d'un ordre relativement différent, d'une portée beaucoup plus générale et d'un intérêt particulier après l'expérience russe. C'est le cas des travaux exigeant une qualification plus ou moins importante. Problème d'ordre différent, puisqu'il ne concerne plus la répartition de la force de travail existante entre les diverses branches de la production, mais la production même de cette force de travail. Problème d'une portée beaucoup plus générale, parce qu'étroitement lié aux problèmes politiques, culturels et humains de la société de transition. Problème enfin d'un intérêt particulier pour la discussion du cas russe lui-même, puisque le plus clair des justifications de la bureaucratie stalinienne que nous offrent ses apologistes repose sur la fameuse "pénurie de cadres" en Russie et dans la société de transition en général.

Tout d'abord, il est plus qu'improbable qu'une société post-révolutionnaire puisse se trouver durablement devant une pénurie de travailleurs qualifiés touchant l'ensemble de la production ou une partie importante de celle-ci : le moins que l'on puisse en dire, c'est qu'il s'agit là d'un objectif de production à atteindre (la production de force de travail concrètement spécifiée) analogue aux autres objectifs (production de moyens de production ou de consommation, amélioration du sol, etc.) Nous avons là un facteur de production dérivé et non pas originaire, un facteur dont la production se ramène à une dépense de travail simple et fongible. Nous repoussons catégoriquement l'ensemble des "arguments" bourgeois et fascistes (repris aujourd'hui volontiers par les staliniens) sur la rareté originaire et irréductible des formes supérieures du travail, qui justifierait soi-disant une rémunération spéciale. Nous sommes en plein accord avec Marx et Lénine pour dire qu'il y a dans la société actuelle en profusion la matière première pour la production de toutes les formes supérieures de travail, sous forme d'une pléthore d'individus pourvus de l'inclination et des capacités nécessaires. En partant de cette base, la société socialiste envisagera la spécification de cette matière première comme un objectif productif à atteindre dans le cadre de son plan général, exigeant évidemment des dépenses productives à la charge de la société. A cet objectif une société socialiste devra accorder une attention particulière et si l'on peut dire une primauté absolue, étant données les implications générales, sociales, politiques et culturelles du problème.

En ce qui concerne le recrutement de ces branches, le fait que les travaux en question sont d'une valeur plus élevée, par conséquent assurent une rémunération pouvant aller jusqu'au double du salaire de base, et que, d'autre part, ils sont beaucoup

plus attirants par leur nature même - sans parler de la capacité présumée de la révolution de détecter dans le prolétariat une foule d'individus capables étouffés précédemment par l'exploitation capitaliste - suffit amplement pour le garantir. Mais si l'on suppose, malgré tout, une pénurie persistante dans certaines de ces branches professionnelles - ou dans toutes - il serait complètement absurde de supposer qu'une société socialiste puisse et veuille résoudre ce problème en surélevant les salaires de ces branches. Une telle surélévation n'amènerait aucun résultat dans l'immédiat : car, à l'opposé de ce qui se passe lorsqu'un pareil problème se présente entre des branches de la production exigeant toutes de la force de travail fongible et dont on peut amener le déplacement par des variations dans le prix du travail, une force de travail simple ne se transforme pas en force de travail qualifiée du jour au lendemain, ni même dans une ou deux années par le seul fait qu'on lui propose une rémunération supérieure (qui d'ailleurs l'était déjà de toute façon). Nous pourrions discuter ultérieurement si " l'ajustement de l'offre et de la demande ", que pourrait amener une telle surélévation, est réel et surtout rationnel du point de vue d'une économie socialiste.

Mais est-ce que cette surélévation pourrait amener le résultat désirable dans une perspective plus longue ? Est-ce qu'elle n'amènerait pas une foule d'individus à acquérir les qualifications requises, poussés par la perspective d'un revenu supérieur ? Il est visible que non. Nous avons d'abord indiqué que les mobiles pouvant pousser les individus à acquérir les qualifications en question existent indépendamment d'une élévation de la rémunération au-dessus du normal. Il est de plus clair que ce procédé - procédé foncièrement bourgeois - ne peut aboutir qu'à une sélection à rebours, du point de vue qualitatif : ce ne seront pas les plus aptes qui seront dirigés vers les spécialités en question, mais ceux qui pourront subir la dépense initiale. Et ceci nous mène au cœur du problème : l'absurdité du procédé, en ce qui concerne la production de force de travail qualifiée, consiste en ce qu'en augmentant la rémunération de cette force de travail on ne change rien aux facteurs fondamentaux du problème qui reste toujours posé dans les mêmes termes. Car pour le fils du manoeuvre qui pourrait et voudrait devenir ingénieur, mais n'en a pas les moyens, le problème ne change nullement du fait qu'on lui dit : une fois ingénieur, tu auras un salaire magnifique. Devant le réservoir infini des possibilités humaines se trouve toujours la digue du manque des moyens économiques, digue infranchissable pour les neuf dixièmes des individus.

Il est évident, par conséquent, que de même qu'elle ne se fie pas à la " spontanéité du marché " pour pourvoir à ses autres besoins, la société socialiste ne pourra pas non plus s'y fier pour pourvoir à la production de la force de travail qualifiée. Elle y appliquera un plan rationnel, basé sur l'orientation professionnelle et sur une politique systématique de sélection et de développement des individus les plus aptes, et pour une telle politique elle aura besoin de fonds substantiellement inférieurs à la dépense sociale qu'exigerait la surélévation du salaire des travailleurs qualifiés, comme on peut facilement le constater.

3

Voyons maintenant comment le problème se présente dans le cadre de la société bureaucratique russe. Disons tout de suite qu'en dressant ce parallèle antithétique, notre intention n'est point d'opposer la réalité russe au mirage d'une société " pure " aussi socialiste soit-elle, ni de donner des recettes pour la cuisine socialiste de l'avenir, mais de dresser un barrage contre la tromperie éhontée de ceux qui, positivement ou par un complexe subtil d'affirmations et d'omissions, de bavardages et de silences, veulent cyniquement ou pudiquement justifier l'exploitation bureaucratique par des arguments économiques " marxistes ".

D'abord, quels sont les faits ? D'après les chiffres que cite M. Bettelheim lui-même, chiffres qui sont, par ailleurs, universellement connus et que l'on peut confirmer par une foule d'informations des sources les plus diverses, " l'éventail des salaires " en Russie va de 110 roubles par mois à la base, pour le simple manoeuvre, à 25 000 roubles pour les sommets de la bureaucratie étatique. Ceci en 1936. Cette dernière somme n'est d'ailleurs absolument pas une exception ou quelque chose sans rapport avec le reste des revenus, puisque, selon M. Bettelheim, " beaucoup de techniciens, d'ingénieurs, de directeurs d'usine touchent de 2 000 à 3 000 roubles par mois, soit de 20 à 30 fois plus que les ouvriers les moins bien payés " ⁽⁶²⁾ ; on y voit aussi que d'autres catégories occupent les échelons intermédiaires, avec des revenus de 7, 10 ou 15 000 roubles par mois.

Nous nous trouvons donc devant une pyramide de revenus allant de 1 à 250, si l'on ne tient compte que du salaire monétaire ; si l'on tient compte du salaire dit social, qui, " loin de les compenser (ces inégalités), les accroît car il profite essentiellement à ceux qui reçoivent les rétributions les plus élevées " ⁽⁶³⁾, on arriverait facilement à doubler l'écart entre la base et le sommet de cette pyramide de revenus. Faisons cependant cadeau à la bureaucratie de son " salaire social " et retenons le chiffre *officiel* de 1 à 250, amplement suffisant pour ce que nous voulons prouver.

Quels sont les arguments " objectifs " tendant à " justifier " ou à " expliquer " cette énorme différenciation ?

1. La valeur de la force de travail serait différente selon le degré de spécialisation. Nous n'insisterons pas sur ce point : nous avons montré tout à l'heure qu'une différenciation reposant sur la différence de valeur de la force de travail ne peut se mouvoir que dans des cadres allant tout au plus du simple au double. C'est-à-dire que du point de vue de la loi de la valeur, telle que Marx la concevait, les couches supérieures de la société russe profitent de revenus de 10, 15 et jusqu'à 125 fois plus élevés que ceux que rendrait nécessaires la valeur de leur force de travail.
2. Il était nécessaire d'élever au-dessus de leur valeur les revenus des " travailleurs qualifiés " (il faudra, en effet, entourer dorénavant de guillemets cette expression toute théorique) pour attirer dans ces professions les travailleurs qui y faisaient défaut.

Mais pourquoi diable ces travailleurs manquaient-ils ? A cause du caractère pénible, malsain ou désagréable des travaux en question ? Pas du tout. On n'a jamais entendu dire qu'en Russie on manquait de mains pour ce genre de travaux ; en manqueraient-ils, d'ailleurs, que les " camps de travail et de rééducation " (lisez : les camps de concentration) seraient (et sont effectivement) là pour y remédier. D'ailleurs, les " travaux " les plus rémunérés sont visiblement les moins pénibles, les plus agréables, et (si l'on excepte l'éventualité de la purge) les moins malsains qu'on pourrait trouver. Non, l'ensemble de ces travaux sont des travaux " de

⁶² *La Planification soviétique*, p. 62.

⁶³ *Ibid*, p. 63.

cadres ", et le problème est ramené volontiers par la bureaucratie et ses avocats à la " pénurie des cadres ", Mais nous avons montré déjà que face à une pareille pénurie éventuelle, l'augmentation du revenu des catégories " rares " est d'un secours nul, car elle ne modifie en rien les données du problème. Comment, d'ailleurs, s'expliquer autrement le fait qu'après vingt-cinq années de pouvoir bureaucratique cette " pénurie de cadres " persiste et s'accroît, si l'on en juge par l'élargissement constant de l'éventail des revenus et l'accentuation permanente des privilèges ? Voilà une illustration amplement suffisante de ce que nous avons dit sur l'absurdité de ce procédé soi-disant destiné à pallier le manque de cadres. Comment expliquer surtout le rétablissement du caractère onéreux de l'enseignement secondaire depuis 1940 ? Car il est évident que, même en adoptant, on ne sait trop pourquoi (on le sait assez, d'ailleurs), cette politique de différenciation exorbitante des revenus pour " résoudre le problème du manque de cadres ", on n'est nullement empêché, ou plutôt on n'est nullement dispensé de chercher à accroître par des moyens centraux la production de la force de travail qualifiée en question. Au lieu de cela, la bureaucratie, consommant à elle seule et au bas mot 60 % du revenu national consommable russe, sous prétexte de " pallier le manque de travail qualifié ", interdit à ceux qui sont le seul espoir concret de dépassement de ce manque, c'est-à-dire à tous ceux qui ne sont pas fils de bureaucrates, l'acquisition des qualifications de la rareté desquelles elle se plaint tous les jours amèrement ! Mais le dixième du revenu engouffré par les parasites bureaucratiques suffirait dans cinq ans, s'il était destiné à l'éducation du peuple, à amener une pléthore de cadres sans précédent dans l'histoire.

Loin de remédier au manque de cadres, comme nous l'avons dit, cette différenciation des revenus ne fait, en réalité, que l'accroître. Nous nous trouvons ici en présence du même sophisme que dans la question de l'accumulation : la justification historique de la bureaucratie se trouverait dans le bas niveau de l'accumulation en Russie, tandis qu'en fait la consommation improductive de la bureaucratie et son existence elle-même sont le frein principal de cette accumulation. De même, l'existence de la bureaucratie et ses privilèges seraient justifiés par le " manque de cadres ", lorsque cette bureaucratie agit consciemment pour maintenir ce manque ! Ainsi les bourgeois vont parfois racontant que le régime capitaliste est nécessaire parce que les ouvriers sont incapables de gérer la société, sans cependant ajouter qu'il n'y a aucune autre cause pour cette soi-disant " incapacité " sinon les conditions auxquelles ce régime lui-même condamne les travailleurs ⁽⁶⁴⁾. Pendant les premières années post-révolutionnaires, lorsqu'on offrait à des " spécialistes " et des techniciens des rémunérations élevées, il s'agissait tout d'abord de retenir un grand nombre de cadres qui seraient tentés de s'enfuir pour des raisons essentiellement politiques, ensuite, d'une mesure purement transitoire destinée à permettre aux travailleurs d'apprendre auprès d'eux ⁽⁶⁵⁾ et à attendre que l'éducation de nouveaux cadres ait donné des résultats. Mais il y a de cela trente ans. Ce que l'on a vu depuis, ce fut " l'autocréation " de privilèges par et pour la bureaucratie, leur accentuation, la cristallisation de celle-ci, et la " castification " de ses couches, c'est-à-dire la protection de leur situation sociale dominante par le monopole de fait sur l'éducation, monopole allant de pair avec la concentration intégrale du pouvoir économique et politique entre ses mains et lié à une politique consciente dirigée vers la sélection d'une couche de privilégiés dans tous les domaines, couche dépendant économiquement, politiquement et socialement de la bureaucratie proprement dite (phénomène dont la création ex *nihilo* d'une monstrueuse bureaucratie kolkhozienne après la " collectivisation de l'agriculture " est l'exemple le plus étonnant) ; cette politique fut complétée par une orientation vers la stratification intense dans tous les domaines, sous le masque idéologique de la " lutte contre le crétinisme égalitariste ".

En somme, nous nous trouvons devant une différenciation des revenus absolument sans rapport ni avec la valeur de la force de travail fournie ni avec une politique " destinée à orienter les travailleurs vers les différentes branches de la production, conformément aux exigences du plan ". Dès lors, comment peut-on qualifier ceux qui cherchent des arguments économiques pour justifier cet état de choses ? Disons simplement qu'ils jouent, par rapport à l'exploitation bureaucratique, le même rôle de plats apologistes que Bastiat pouvait jouer face à l'exploitation capitaliste.

Ce qui, dira-t-on peut-être, est leur droit. le plus incontestable, répondrons-nous. Mais ce qui n'est pas leur droit, c'est de se présenter ce faisant comme " marxistes ". Car, après tout, on ne peut pas oublier que les arguments justifiant les revenus des couches exploiteuses par la " rareté " du facteur de production dont ces couches disposent (l'intérêt par la " rareté " du capital, la rente foncière par la " rareté " de la terre, etc. - les revenus bureaucratiques par la " rareté " du travail qualifié) ont toujours constitué le fond de l'argumentation des économistes bourgeois visant à justifier l'exploitation. Mais, pour un marxiste révolutionnaire, ces raisonnements ne justifient rien ; ils n'expliquent même rien, car leurs prémisses demandent elles-mêmes à être expliquées. En admettant, par exemple, que la " rareté " (ou l'offre et la demande) du sol cultivable " explique " la rente foncière et ses oscillations, on se demande : 1° quelles sont les bases générales sur lesquelles repose le système dans lequel s'effectue cette régulation par l'offre et la demande, quelles en sont les présuppositions sociales et historiques ; 2° et surtout, pourquoi cette rente, qui joue soi-disant ce rôle objectif, doit-elle se transformer, se " subjectiver " en revenu d'une classe sociale, des propriétaires fonciers ? Marx et Lénine ont déjà fait observer que la " nationalisation de la terre ", c'est-à-dire la suppression non de la rente foncière, mais de sa transformation en revenu d'une catégorie sociale, est la revendication capitaliste idéale ; il est, en effet, évident que la bourgeoisie, même si elle admet le principe de la rente foncière comme moyen " d'équilibrer l'offre et la demande des services de la nature " et d'éliminer du marché les " besoins non solvables ", ne comprend pas pourquoi ce prix de la terre devrait profiter exclusivement aux propriétaires fonciers étant donné que pour elle aucun monopole n'est justifié sauf celui qu'elle-même exerce sur le capital. Evidemment, cette revendication bourgeoise idéale n'aboutit jamais, pour des raisons politiques générales d'abord, et surtout à cause de la fusion rapide des classes des capitalistes et des propriétaires fonciers. Il n'empêche que cet exemple théorique prouve que même si l'on admet le principe de la " rareté " en tant que principe régulateur de l'économie - ce qui n'est en réalité qu'une mystification réactionnaire - on n'en peut nullement déduire l'adjudication des

⁶⁴ Il faudrait toute la riche violence du vocabulaire d'un Lénine répondant à Kautsky pour caractériser avec un minimum de justice des entreprises comme celle de M. Bettelheim, se perdant volontiers dans tous les détails techniques de la " planification " russe et citant en abondance des schémas et des chiffres pour oublier lui-même, et faire oublier aux autres, ce qui est du point de vue du marxisme révolutionnaire le nœud de la question : quelle est la signification de classe de la différenciation monstrueuse des revenus en Russie ? Mais nous avons décidé une fois pour toutes d'oublier la personne même de M. Bettelheim - c'est, croyons-nous, ce qui peut lui arriver de mieux - pour nous en tenir à la chose elle-même.

⁶⁵ Lénine, *Selected Works*, vol. VII, pp. 372-376. [V. aussi *Œuvres choisies*, t. 2, pp. 840-842; t. 3, pp. 206-211.]

revenus résultant de cette " rareté " à certaines catégories sociales. Même l'école " néo-socialiste " l'a compris, qui veut maintenir à la fois le caractère régulateur de la " rareté " des biens et des services et l'affectation à la société des revenus qui en résultent.

Dans le cas qui nous occupe, toutes les " explications " sur la " rareté du travail qualifié en Russie " ne justifient ni n'expliquent l'appropriation des revenus, qui soi-disant en résultent, par la bureaucratie, *sauf si l'on se réfère au caractère de classe de l'économie russe*, c'est-à-dire au monopole exercé par la bureaucratie sur les conditions de la production en général, et de la production du travail qualifié en particulier. Lorsque l'on a compris la structure de classe de la société russe, tout s'explique et même tout se " justifie " du même coup. Mais cette justification - analogue à celle que l'on peut donner historiquement du régime capitaliste et en définitive même du fascisme - ne va pas très loin. Elle s'arrête là où commence la possibilité de la classe exploitée à renverser le régime d'exploitation - qu'il s'intitule " République Française " ou " Union des Républiques Socialistes Soviétiques " - possibilité dont le seul test est l'action révolutionnaire elle-même.